

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

QUATRIÈME INTERNATIONALE



REVUE MENSUELLE



Publiée par le Comité Central du Parti Internationaliste
(Bolchevick-Léniniste) - Section Française VI^e Internationale

NUMERO : 4

JANVIER 1938

PRIX : 2 franc

SOMMAIRE

Bolchévisme et stalinisme (*L. Trotsky*). — Résolution du S. I. sur la guerre sino-japonaise. — Les provocateurs staliniens en Chine. — Les « ultra-gauches » en général et les incurables en particulier (*L. Trotsky*). — La lutte contre la guerre (*L. Trotsky*). — Interview de Trotsky : 1. à « Mexico al dia » ; 2. au Sunday

Sun de Sidney ; 3. A l'Associated Press ; 4. A l'United Press ; à Common Sense. — Après les élections cantonales (*J. Rous*) — Le parti dans la lutte contre le gangstérisme stalinien (*P. Naville*). — Pancrama de la Révolution chinoise (*Hic*). — Les livres.

BOLCHEVISME ET STALINISME

Sur la question des racines théoriques et historiques de la Quatrième Internationale

par **Léon TROTSKY**

Des époques réactionnaires comme la nôtre non seulement désagrègent et affaiblissent la classe ouvrière en isolant son avant-garde, mais abaissent aussi le niveau idéologique général du mouvement en rejetant la pensée politique loin en arrière, à des étapes dépassées depuis longtemps. Dans ces conditions, la tâche de l'avant-garde est avant tout de ne pas se laisser entraîner par le reflux général. — il faut aller contre le courant. Si le rapport défavorable des forces ne permet pas de conserver les positions politiques précédemment occupées, il faut se maintenir au moins sur les positions idéologiques, car c'est en elles qu'est concentrée l'expérience chèrement payée du passé. Une telle politique apparaît aux yeux des sots comme du « sectarisme ». En réalité elle ne fait que préparer un nouveau bond gigantesque en avant, avec la vague de la prochaine montée historique.

Réaction contre le Marxisme et le Communisme

Les grandes défaites politiques provoquent inévitablement une révision des valeurs, qui s'accomplit, en général, dans deux directions. D'une part, enrichie de l'expérience des défaites, la pensée de la véritable avant-garde, défendant avec bec et ongles la continuité de la pensée révolutionnaire, s'efforce d'en éduquer de nouveaux cadres pour les futurs combats des masses. D'autre part, la pensée des routiniers, des centristes et des dilettantes, effrayée par les défaites,

tend à renverser l'autorité de la tradition révolutionnaire et, sous l'apparence de la recherche d'une « vérité nouvelle », de revenir loin en arrière.

On pourrait apporter quantité d'exemples de réaction idéologique qui prend le plus souvent la forme de la prostration. Toute la littérature de la Deuxième et de la Troisième Internationale, comme celle de leurs satellites du Bureau de Londres, consiste au fond en exemples de ce genre. Pas une trace d'analyse marxiste. Pas une tentative sérieuse d'éclaircir la cause des défaites. Pas un mot nouveau sur l'avenir. Rien que clichés, routine, mensonge et avant tout souci de sauvegarder sa situation bureaucratique. Il suffit de dix lignes de quelque Hilferding ou Otto Bauer pour sentir le relenti de la pourriture. Des théoriciens du Comintern, il vaut mieux n'en rien dire. Le célèbre Dimitrov est ignorant et banal comme un petit épicier. La pensée de ces gens est trop paresseuse pour renier le marxisme : ils le prostituent. Mais ce ne sont pas eux qui nous intéressent actuellement. Venons-en aux « novateurs ».

L'ancien communiste autrichien Willi Schlamm a consacré aux procès de Moscou un petit livre, sous le titre expressif de « Dictature du Mensonge ». Schlamm est un journaliste talentueux dont l'intérêt est surtout dirigé vers les questions du jour. La critique des falsifications de Moscou, de même que la mise à nu de la mécanique psychologique des « avant volontaires » sont chez Schlamm excellentes. Mais il ne se contente pas de cela, il veut créer une nouvelle théorie du socialisme qui assurerait à l'avenir contre les défaites et les falsifications. Mais comme Schlamm n'est nullement un théoricien et qu'il est même, sem-

ble-t-il, assez peu familiarisé avec l'histoire du développement du socialisme, il revient complètement, sous l'apparence d'une découverte nouvelle, au socialisme d'avant Marx et, qui plus est, à sa variété allemande, c'est-à-dire la plus arriérée, la plus doucereuse et la plus fade. Schlamm renonce à la dialectique, à la lutte des classes, sans même parler de la dictature du prolétariat. La tâche de la transformation de la société se réduit, pour lui, à la réalisation de quelques vérités « éternelles » de la morale, dont il s'approprie à imprégner l'humanité dès maintenant, sous le régime capitaliste. Dans la revue de Kérenski *Novaja Rossia* (vieille revue provinciale russe qui se publie à Paris) la tentative de Willi Schlamm de sauver le socialisme par une inoculation de lymphes morale est accueillie non seulement avec joie, mais encore avec fierté : selon la juste conclusion de la rédaction, Schlamm arrive aux principes du socialisme vrai-russe, qui il y a longtemps déjà avait opposé à la sèche et rude lutte des classes les principes sacrés de la foi, de l'espoir et de l'amour. Certes, la doctrine originale des « socialistes-révolutionnaires » russes représentait dans ses prémisses théoriques uniquement un retour au socialisme de l'Allemagne d'avant Mars 1848. Il serait cependant trop injuste d'exiger de Kérenski une connaissance plus intime de l'histoire des idées que de Schlamm. Beaucoup plus important est le fait que le Kérenski qui se solidarise avec Schlamm fut, en tant que chef du gouvernement, l'initiateur des persécutions contre les bolcheviks comme agents de l'état-major allemand, c'est-à-dire qu'il organisa les mêmes falsifications, pour la lutte contre lesquelles Schlamm mobilise maintenant des absolus métaphysiques mangés aux mites.

Le mécanisme psychologique de la réaction intellectuelle de Schlamm et de ses semblables est fort simple. Pendant un certain temps ces gens ont participé à un mouvement politique qui jurait par la lutte des classes et, en paroles, invoquait la dialectique matérialiste. En Autriche, comme en Allemagne, cela se termina par une catastrophe. Schlamm tire la conclusion sommaire : voilà à quoi ont conduit la lutte des classes et la dialectique ! Et comme le nombre des découvertes est limité par l'expérience historique et... par la richesse des connaissances personnelles, notre réformateur, dans sa recherche d'une nouvelle foi, a rencontré une vieilleries rejetée depuis longtemps, qu'il oppose bravement non seulement au bolchévisme, mais aussi au marxisme.

A première vue la variété de réaction idéologique présentée par Schlamm est trop primitive (de Marx... à Kérenski) pour qu'il vaille la peine de s'y arrêter. En réalité, elle est cependant extrêmement instructive : précisément grâce à son caractère primitif elle représente le dénominateur commun de toutes les autres formes de réaction, avant tout de celle qui s'exprime par un renoncement en bloc au bolchévisme.

« Retour au Marxisme »

Dans le bolchévisme le marxisme a trouvé son expression historique la plus grandiose. C'est sous le drapeau du bolchévisme que fut remportée la première victoire du prolétariat et fondé le premier Etat ouvrier. Aucune force n'effacera plus ces faits de l'histoire. Mais comme la révolution d'Octobre a conduit, au stade présent, au triomphe de la bureaucratie, avec son système d'oppression, de spoliation et de falsification, — à la « dictature du mensonge », selon la juste expression de Schlamm, — de nombreux esprits formalistes et superficiels inclinent à la conclusion som-

maire qu'il est impossible de lutter contre le stalinisme sans renoncer au bolchévisme. Schlamm, comme nous le savons déjà, va plus loin : le bolchévisme, qui a dégénéré en stalinisme, est lui-même sorti du marxisme, — impossible, par conséquent, de lutter contre le stalinisme en restant sur les bases du marxisme. Des gens moins conséquents, mais plus nombreux disent au contraire : « Il faut revenir du bolchévisme au marxisme. » Par quelle voie ? A quel marxisme ? Avant que le marxisme ait fait banqueroute, sous la forme du bolchévisme, il était allé à l'effondrement, sous la forme de la social-démocratie. Le mot d'ordre « Retour au marxisme » signifie ainsi un bond pardessus l'époque de la Deuxième et de la Troisième Internationales... à la Première Internationale ? Mais celle-ci aussi, en son temps, fut vouée à la défaite. C'est dire qu'il s'agit à la fin des fins de revenir... aux œuvres complètes de Marx et d'Engels. Ce bond héroïque, on peut le faire sans sortir de son cabinet de travail et sans même quitter ses pantoufles. Mais comment passer ensuite de nos classiques (Marx est mort en 1883, Engels en 1895) aux tâches de l'époque nouvelle, en laissant de côté une lutte théorique et politique de plusieurs dizaines d'années, lutte qui comprend aussi le bolchévisme et la révolution d'Octobre ? Aucun de ceux qui proposent de renoncer au bolchévisme comme tendance historiquement « banqueroutière » n'a indiqué de nouvelles voies. Les choses se réduisent ainsi au simple conseil d'étudier le *Capital*. Contre cela, rien à objecter. Mais les bolcheviks aussi ont étudié le *Capital*, et même passablement. Cela n'a cependant pas empêché la dégénérescence de l'Etat soviétique et la mise en scène des procès de Moscou. Que faire alors ?

Est-il vrai pourtant que le stalinisme représente le produit légitime du bolchévisme, comme le croit toute la réaction, comme l'affirme Staline lui-même, comme le pensent les mencheviks, les anarchistes et quelques doctrinaires de gauche qui se jugent marxistes ? « Nous l'avions toujours prédit, — disent-ils, — ayant commencé avec l'interdiction des autres partis socialistes, avec l'écrasement des anarchistes, avec l'établissement de la dictature des bolcheviks dans les soviets, la révolution d'Octobre ne pouvait manquer de conduire à la dictature de la bureaucratie. Le stalinisme est, à la fois, la continuation et la faillite du léninisme. »

Le bolchévisme est-il responsable du stalinisme ?

L'erreur de ce raisonnement, commence avec l'identification tacite du bolchévisme, de la révolution d'Octobre et de l'Union soviétique. Le processus historique, qui consiste dans la lutte des forces hostiles, est remplacé par l'évolution du bolchévisme dans le vide. Cependant, le bolchévisme est seulement un courant politique, certes étroitement lié à la classe ouvrière, mais nullement identique à elle. Et, outre la classe ouvrière, il existe en U.R.S.S. plus de cent millions de paysans, des nationalités diverses, un héritage d'oppression, de misère et d'ignorance. L'Etat créé par les bolcheviks reflète non seulement la pensée et la volonté des bolcheviks, mais aussi le niveau culturel du pays, la composition sociale de la population, la pression du passé barbare et de l'impérialisme mondial, non moins barbare. Représenter le processus de la dégénérescence de l'Etat soviétique comme l'évolution du bolchévisme pur, c'est ignorer la réalité sociale, au nom d'un seul de ses éléments, isolé d'une manière purement logique. Il suffit au fond de nommer cette erreur élémentaire par son nom pour qu'il n'en reste pas trace.

Le bolchévisme lui-même, en tout cas, ne s'est jamais identifié ni à la révolution d'Octobre, ni à l'Etat soviétique qui en est sorti. Le bolchévisme se considérait comme un des facteurs de l'histoire, son facteur « conscient », — facteur très important, mais nullement décisif. Nous n'avons jamais péché par subjectivisme historique. Nous voyions le facteur décisif — sur la base donnée des forces productives — dans la lutte des classes, et non seulement à l'échelle nationale, mais aussi internationale.

Quand les bolcheviks faisaient des concessions aux tendances petites-bourgeoises des paysans, qu'ils établissaient des règles strictes pour l'entrée dans le parti, qu'ils épuraient ce parti des éléments qui lui étaient étrangers, qu'ils interdisaient les autres partis, qu'ils introduisaient la N.E.P., qu'ils en venaient à céder des entreprises sous forme de concessions ou qu'ils concluaient des accords diplomatiques avec des gouvernements impérialistes, eux, bolcheviks, tiraient les conclusions particulières de ce fait fondamental, qui leur était clair théoriquement depuis le début même, savoir que la conquête du pouvoir, quelque importante qu'elle soit en elle-même, ne fait nullement du parti le maître tout-puissant du processus historique. Certes, après s'être emparé de l'Etat, le parti reçoit la possibilité d'agir avec une force sans précédent sur le développement de la société ; mais en revanche lui-même est soumis à une action décuplée de la part de tous les autres éléments de cette société. Il peut être rejeté du pouvoir par les coups directs des forces hostiles. Avec des rythmes plus lents de l'évolution, il peut, tout en maintenant au pouvoir, dégénérer intérieurement. C'est précisément cette dialectique du processus historique que ne comprennent pas les raisonneurs sectaires qui tentent de trouver dans la putréfaction de la bureaucratie staliniste un argument définitif contre le bolchévisme. Au fond ces messieurs disent ceci : mauvais est le parti révolutionnaire qui ne renferme pas, en lui-même, de garanties contre sa dégénérescence. En face d'un pareil critère le bolchévisme est évidemment condamné : il ne possède aucun talisman. Mais ce critère lui-même est faux. La pensée scientifique exige une analyse concrète : comment et pourquoi le parti s'est-il décomposé ? Jusqu'à maintenant personne n'a donné cette analyse, sinon les bolcheviks eux-mêmes. Ils n'ont nullement eu besoin pour cela de rompre avec le bolchévisme. Au contraire, c'est dans l'arsenal de celui-ci qu'ils ont trouvé tout le nécessaire pour expliquer son sort. La conclusion à laquelle nous arrivons est celle-ci : évidemment, le stalinisme est « sorti » du bolchévisme, mais il en est sorti d'une façon non pas logique, mais dialectique ; non pas comme son affirmation révolutionnaire, mais comme sa négation thermidorienne. Ce n'est nullement une seule et même chose.

Le pronostic fondamental du bolchévisme

Cependant, les bolcheviks n'ont pas eu besoin d'attendre les procès de Moscou pour expliquer après coup les causes de la décomposition du parti dirigeant de l'U.R.S.S. Ils avaient prévu depuis longtemps la possibilité théorique d'une telle variante de l'évolution, et d'avance s'étaient exprimés sur elle. Rappelons le pronostic que les bolcheviks avaient fait, non seulement à la veille de la révolution d'Octobre, mais déjà un certain nombre d'années auparavant. Le groupement fondamental des forces à l'échelle nationale et internationale ouvre pour le prolétariat la possibilité d'arriver, pour la première fois, au pouvoir dans un pays aussi arriéré que la Russie. Mais le

même groupement de forces donne, par avance, la certitude que sans victoire plus ou moins prompte du prolétariat dans les pays avancés, l'Etat ouvrier ne se maintiendra pas en Russie. Le régime soviétique laissé à lui-même tombera ou dégènera. Plus exactement, il dégènera d'abord, pour tomber ensuite. Il m'est arrivé personnellement d'écrire plus d'une fois là-dessus, à commencer dès 1905. Dans mon *Histoire de la Révolution russe* (cf. l'Appendice au dernier tome, *Socialisme en un seul pays*) il a été rassemblé ce qu'ont dit sur ce sujet les chefs du bolchévisme, de 1917 à 1923. Tout se réduit à une seule chose : sans révolution en Occident le bolchévisme sera liquidé soit par la contre-révolution interne, soit par l'intervention étrangère, soit par leur combinaison. En particulier, Lénine a indiqué, plus d'une fois, que la bureaucratiation du régime soviétique est, non pas une question technique ou organisationnelle, mais le commencement possible d'une dégénérescence sociale de l'Etat ouvrier.

Au x^e Congrès du parti, en mars 1922, Lénine parla sur le « soutien » qu'au moment de la N.E.P. quelques politiciens bourgeois, en particulier le professeur libéral Oustrialov, s'étaient décidés à offrir à la Russie soviétique. « Je suis pour le soutien du pouvoir soviétique en Russie, dit Oustrialov, — quoiqu'il soit un cadet, un bourgeois, qu'il ait soutenu l'intervention... parce qu'il est entré dans une voie dans laquelle il deviendra un pouvoir bourgeois ordinaire ». Lénine préfère la voix cynique de l'ennemi aux « douces roucoulades communistes ». C'est avec une rude sobriété qu'il avertit le parti du danger : « Des choses telles que celles dont parle Oustrialov sont possibles, il faut le dire carrément. L'histoire connaît des transformations de toutes sortes ; se reposer sur la conviction, le dévouement et autres excellentes qualités morales, — c'est une chose nullement sérieuse en politique. — D'excellentes qualités morales existent chez un nombre infime de gens, et ce sont des masses gigantesques qui décident de l'issue historique, masses qui traitent avec fort peu de politesse ce nombre infime de gens, si ces gens ne leur plaisent pas. » En un mot, le parti n'est pas l'unique facteur de l'évolution et, à une grande échelle historique, il n'est pas le facteur décisif.

« Il arrive qu'une nation conquière une autre nation, — continua Lénine au même congrès, le dernier qui se fit avec sa participation, — ... C'est très simple et compréhensible à quiconque. Mais qu'arrive-t-il avec la civilisation de ces nations ? Ici ce n'est pas aussi simple. Si la nation qui a fait la conquête a une civilisation supérieure à la nation vaincue, elle lui impose sa civilisation, mais si c'est le contraire, il arrive que le vaincu impose sa civilisation au conquérant. N'est-il pas arrivé quelque chose de semblable dans la capitale de la R.S.F.S.R., et n'en est-il pas résulté que 4.700 communistes (presque toute une division, et les meilleurs des meilleurs) se sont trouvés soumis à une civilisation étrangère ? » Ceci fut dit au commencement de 1922, et d'ailleurs pas pour la première fois. L'histoire n'est pas faite par quelques hommes, seraient-ils « les meilleurs des meilleurs » ; et qui plus est, ces « meilleurs » peuvent dégènerer dans le sens d'une civilisation « étrangère », c'est-à-dire bourgeoise. Non seulement l'Etat soviétique peut sortir de la voie socialiste, mais le parti bolchevique aussi peut, dans des conditions historiques défavorables, perdre son bolchévisme.

C'est de la claire compréhension de ce danger qu'est née l'opposition de gauche, définitivement formée en 1923. Enregistrant de jour en jour des symptômes de dégénérescence, elle s'efforça d'opposer au Thermidor

menaçant la volonté consciente de l'avant-garde prolétarienne. Cependant, ce facteur subjectif s'est trouvé insuffisant. Les « masses gigantesques » qui, selon Lénine, décident de l'issue de la lutte, étaient harassées par les privations dans leur pays et par une trop longue attente de la révolution mondiale. Les masses ont perdu courage. La bureaucratie a pris le dessus. Elle maîtrisa l'avant-garde prolétarienne, foula aux pieds le marxisme, proclama le parti bolchéviste. Le stalinisme fut victorieux. Sous la forme de l'opposition de gauche, le bolchévisme rompit avec la bureaucratie soviétique et son Comintern. Telle est la véritable marche de l'évolution.

Certes, dans le sens formel le stalinisme est sorti du bolchévisme. Aujourd'hui encore la bureaucratie de Moscou continue à se nommer parti bolchéviste. Elle utilise simplement la vieille étiquette du bolchévisme pour mieux tromper les masses. D'autant plus pitoyables sont les théoriciens qui prennent l'écale pour le noyau, l'apparence pour la réalité. En identifiant stalinisme et bolchévisme, ils rendent le meilleur service aux thermidorians et par là même jouent un rôle manifestement réactionnaire.

Avec l'élimination de tous les autres partis de l'arène politique, les intérêts et les tendances contradictoires des diverses couches de la population devaient, à tel ou tel degré, trouver leur expression dans le parti dirigeant. Au fur et à mesure que le centre de gravité politique se déplaçait de l'avant-garde prolétarienne vers la bureaucratie, le parti se modifiait, aussi bien par sa composition sociale que par son idéologie. Grâce à la marche impétueuse de l'évolution, il a subi au cours des quinze dernières années une dégénérescence beaucoup plus radicale que la social-démocratie pendant un demi-siècle. L'épuration actuelle trace entre le bolchévisme et le stalinisme, non pas un simple trait de sang, mais tout un fleuve de sang. L'extermination de toute la vieille génération des bolchéviks, d'une partie importante de la génération intermédiaire qui avait participé à la guerre civile et aussi de la partie de la jeunesse qui avait pris le plus au sérieux les traditions bolchévistes, démontre l'incompatibilité non seulement politique, mais aussi directement physique du stalinisme et du bolchévisme. Comment peut-on donc ne pas voir cela ?

Stalinisme et « Socialisme étatique »

Les anarchistes, de leur côté, tentent de voir dans le stalinisme le produit organique non seulement du bolchévisme et du marxisme, mais du « socialisme étatique » en général. Ils consentent à remplacer la patriarcale « fédération des communes libres » de Bakounine par une fédération plus moderne de soviets libres. Mais ils sont avant tout contre l'Etat centralisé. En effet, une branche du marxisme « étatique », la social-démocratie, une fois arrivée au pouvoir, est devenue une agence déclarée du capital. Une autre a engendré une nouvelle caste de privilégiés. C'est clair, la source du mal est dans l'Etat. Considéré dans une large perspective historique, on peut trouver un grain de vérité dans ce raisonnement. L'Etat, en tant qu'appareil de contrainte, est incontestablement une source d'infection politique et morale. Cela concerne aussi, comme le montre l'expérience, l'Etat ouvrier. Par conséquent, on peut dire que le stalinisme est le produit d'une étape de la société où l'on n'a pas encore pu s'arracher à la camisole de force de l'Etat. Mais cette situation, sans rien donner qui permette d'apprécier le bolchévisme ou le marxisme, caractérise

seulement le niveau général de la civilisation humaine, et avant tout, le rapport des forces entre le prolétariat et la bourgeoisie. Après nous être mis d'accord avec les anarchistes que l'Etat, même ouvrier, est engendré par la barbarie des classes et que la véritable Histoire de l'humanité commencera avec l'abolition de l'Etat, il reste devant nous, dans toute sa force, la question suivante : quelles sont les voies et les méthodes qui sont capables de conduire à la fin des fins à l'abolition de l'Etat ? L'expérience récente témoigne que ce ne sont pas en tout cas les méthodes de l'anarchisme.

Les chefs de la C. N. T. espagnole, la seule organisation anarchiste notable sur la terre, se sont changés à l'heure critique en ministres de la bourgeoisie. Ils expliquent leur trahison ouverte de la théorie de l'anarchisme par la pression des « circonstances exceptionnelles ». Mais n'est-ce pas le même argument qu'ont présenté, en leur temps, les chefs de la social-démocratie allemande ? Assurément, la guerre civile n'est nullement une circonstance pacifique et ordinaire, mais plutôt une « circonstance exceptionnelle ». Mais c'est précisément pour de telles « circonstances exceptionnelles » que se prépare toute organisation révolutionnaire sérieuse. L'expérience de l'Espagne a démontré, une fois de plus, qu'on peut « nier » l'Etat dans des brochures éditées dans des « circonstances normales » avec la permission de l'Etat bourgeois, mais que les conditions de la révolution ne laissent aucune place pour la négation de l'Etat, et en exigent la conquête. Nous n'avons nullement l'intention d'accuser les anarchistes espagnols de n'avoir pas liquidé l'Etat d'un simple trait de plume. Un parti révolutionnaire, même une fois qu'il s'est emparé du pouvoir (ce que les chefs anarchistes espagnols n'ont pas su faire, malgré l'héroïsme des ouvriers anarchistes), n'est nullement encore le maître tout-puissant de la société. Mais d'autant plus àprement accusons-nous la théorie anarchiste qui s'est trouvée convenir pleinement pour une période pacifique, mais à laquelle il a fallu renoncer, en hâte, dès que sont apparues les « circonstances exceptionnelles »... de la révolution. Dans l'ancien temps, on rencontrait des généraux, — il s'en rencontre, sans doute, encore maintenant, — qui pensaient que ce qui abîme le plus une armée, c'est la guerre. Les révolutionnaires qui se plaignent que la révolution renverse leur doctrine, ne valent guère mieux.

Les marxistes sont pleinement d'accord avec les anarchistes quant au but final, — la liquidation de l'Etat. Le marxisme reste « étatique » uniquement dans la mesure où la liquidation de l'Etat ne peut être atteinte en se contentant d'ignorer tout simplement cet Etat. L'expérience du stalinisme ne renverse nullement l'enseignement du marxisme, mais le confirme, — par la méthode inverse. Une doctrine révolutionnaire qui enseigne au prolétariat à s'orienter correctement dans une situation et à l'utiliser activement ne renferme pas en soi, bien entendu, de garantie automatique de victoire. Mais, par contre, la victoire n'est possible que grâce à cette doctrine. Il est, en outre, impossible de se représenter cette victoire sous la forme d'un acte unique. Il faut prendre la question dans la perspective d'une large époque. Le premier Etat ouvrier — sur une base économique peu développée et dans l'anneau de l'impérialisme — s'est transformé en gendarmerie du stalinisme. Mais le véritable bolchévisme a déclaré à cette gendarmerie une lutte sans merci. Pour se maintenir, le stalinisme est contraint de mener maintenant une guerre civile ouverte contre le bolchévisme qualifié de « trotskisme », non seulement en U. R. S. S., mais aussi en Espagne. Le vieux parti bolchéviste est mort, mais le bolchévisme relève partout la tête.

Faire procéder le stalinisme du bolchévisme ou du marxisme, est exactement la même chose que, dans un sens plus large, faire procéder la contre-révolution de la révolution. C'est sur ce schéma que s'est toujours modelée la pensée des conservateurs que sont les libéraux et ensuite la pensée réformiste. Les révolutions, par suite de la structure de classe de la société, ont toujours engendré les contre-révolutions. Cela ne montre-t-il pas, — demande le raisonneur, — que dans la méthode révolutionnaire il y a quelque vice interne ? Pourtant, jusqu'à maintenant ni les libéraux ni les réformistes n'ont su inventer des méthodes « plus économiques ». Mais s'il n'est pas facile de rationaliser un processus historique vivant, il n'est par contre nullement difficile d'interpréter, d'une façon rationaliste, la succession de ses vagues, en faisant procéder logiquement le stalinisme du « socialisme étatique », le fascisme du marxisme, la réaction de la révolution, en un mot, l'antithèse de la thèse. Dans ce domaine, comme dans de nombreux autres, la pensée anarchiste reste prisonnière du rationalisme libéral. La pensée véritablement révolutionnaire est impossible sans dialectique.

L'argumentation des rationalistes prend parfois, au moins extérieurement, un caractère plus concret. Le stalinisme procède pour eux, non pas du bolchévisme dans son ensemble, mais de ses péchés politiques. (1) Les bolchéviks, — nous disent Gorter, Pannekoek, les « spartakistes » allemands, etc., — ont remplacé la dictature du prolétariat par la dictature du parti ; Staline a remplacé la dictature du parti par la dictature de la bureaucratie. Les bolchéviks ont anéanti tous les partis, sauf le leur ; Staline a étranglé le parti bolchéviste dans l'intérêt de la clique bonapartiste. Les bolchéviks en sont venus à des compromis avec la bourgeoisie ; Staline est devenu son allié et son soutien. Les bolchéviks ont reconnu la nécessité de participer aux vieux syndicats et au parlement bourgeois ; Staline s'est lié d'amitié avec la bureaucratie syndicale et avec la démocratie bourgeoise. On peut poursuivre de semblables rapprochements aussi longtemps que l'on veut. Malgré l'effet qu'elles peuvent produire extérieurement, elles sont absolument vides.

Le prolétariat ne peut arriver au pouvoir qu'à travers son avant-garde. La nécessité même d'un pouvoir étatique découle du niveau culturel insuffisant des masses et de leur hétérogénéité. Dans l'avant-garde révolutionnaire organisée en parti se cristallise la tendance des masses à parvenir à leur affranchissement. Sans la confiance de la classe dans l'avant-garde, sans soutien de l'avant-garde par la classe il ne peut être question de la conquête du pouvoir. C'est dans ce sens que la révolution prolétarienne et la dictature sont la cause de toute la classe, mais pas autrement que sous la direction de l'avant-garde. Les soviets ne sont que la forme organisée de la liaison de l'avant-garde avec la classe. Le contenu révolutionnaire de cette forme ne peut être donné que par le parti. Cela est démontré par l'expérience positive de la révolution d'Octobre et par l'expérience négative des autres pays (Allemagne, Autriche, Espagne enfin).

(1) Un des représentants les plus typiques de ce genre de pensée est l'auteur français d'un livre sur Staline, B. Souvarine. Les côtés matériel et documentaire de l'œuvre de Souvarine représentent le produit d'une longue et consciencieuse recherche. Cependant, la philosophie historique de l'auteur étonne par sa vulgarité. Pour expliquer toutes les mésaventures historiques ultérieures il recherche les vices internes contenus dans le bolchévisme. L'influence sur le bolchévisme des conditions réelles du processus historique n'existe pas pour lui. M. Taine lui-même avec sa théorie du « milieu » est plus proche de Marx que Souvarine.

Personne non seulement n'a montré pratiquement, mais n'a même pas tenté d'expliquer précisément sur le papier comment le prolétariat peut s'emparer du pouvoir sans la direction politique d'un parti qui sait ce qu'il veut. Si ce parti soumet politiquement les soviets à sa direction, en lui-même, ce fait change aussi peu le système soviétique que la domination d'une majorité conservatrice change le système du parlementarisme britannique.

Quant à l'interdiction des autres partis soviétiques, elle ne découlait nullement de quelque « théorie » du bolchévisme, mais fut une mesure de défense de la dictature dans un pays arriéré et épuisé, entouré d'ennemis de toutes parts. Il était clair pour les bolchéviks, dès le début même, que cette mesure, complétée ensuite par l'interdiction des fractions à l'intérieur du parti dirigeant lui-même, contenait le plus grand danger. Cependant, la source du danger n'était pas dans la doctrine ou la tactique, mais dans la faiblesse matérielle de la dictature, dans les difficultés de la situation intérieure et extérieure. Si la révolution avait vaincu, ne fût-ce qu'en Allemagne, du même coup le besoin de l'interdiction des autres partis soviétiques aurait disparu. Que la domination d'un seul parti ait juridiquement servi de point de départ au régime totalitaire stalinien, c'est absolument indiscutable. Mais la cause d'une telle évolution n'est pas dans le bolchévisme, ni même dans l'interdiction des autres partis, comme mesure militaire temporaire, mais dans la série des défaites du prolétariat en Europe et en Asie.

Il en est de même avec la lutte contre l'anarchisme. A l'époque héroïque de la révolution, les bolchéviks marchèrent la main dans la main avec les anarchistes véritablement révolutionnaires. Le parti absorba beaucoup d'entre eux dans ses rangs. L'auteur de ces lignes a, plus d'une fois, examiné, avec Lénine, la question de la possibilité de laisser aux anarchistes certaines parties du territoire pour qu'ils y mènent, avec le consentement de la population, leurs expériences de suppression immédiate de l'Etat. Mais les conditions de la guerre civile, du blocus et de la famine laissèrent trop peu d'aisance pour de pareils plans. L'insurrection de Kronstadt ? Mais le gouvernement révolutionnaire ne pouvait, bien entendu, « faire cadeau » aux marins insurgés d'une forteresse qui commandait la capitale, uniquement parce qu'à la rébellion réactionnaire des soldats paysans s'étaient joints quelques anarchistes douteux. L'analyse historique concrète des événements ne laisse aucune place pour les légendes qui furent créées par l'ignorance et le sentimentalisme autour de Kronstadt, de Makhno et d'autres épisodes de la révolution.

Il reste seulement le fait que les bolchéviks, dès le début même, employèrent, non seulement la conviction, mais aussi la coercition, parfois sous une forme assez rude. Il est incontestable aussi que la bureaucratie sortie de la révolution a monopolisé dans ses mains le système de coercition. Chaque étape de l'évolution, même quand il s'agit d'étapes aussi catastrophiques que la révolution et la contre-révolution, sort de l'étape précédente, a en elle ses racines et portent certains de ses traits. Les libéraux, y compris le couple Webb, ont toujours affirmé que la dictature bolchéviste représente seulement une nouvelle édition du tzarisme. Par là ils ferment les yeux sur les détails tels que l'abolition de la monarchie et de la noblesse, la remise de la terre aux paysans, l'expropriation du capital, l'introduction de l'économie planifiée, l'éducation athéiste, etc... Exactement de même, la pensée libérale-anarchiste ferme les yeux sur le fait que la révolution bolchéviste, avec toutes ses mesures de répression, signifiait la

subversion des rapports sociaux dans l'intérêt des masses, alors que le coup d'Etat thermidorien de Staline accompagne le remaniement de la société soviétique dans l'intérêt d'une minorité privilégiée. Il est clair que dans les identifications du stalinisme au bolchévisme, il n'y a pas une trace de critère socialiste.

Questions de Théorie

Un des principaux traits du bolchévisme est son attitude stricte et exigeante, même pointilleuse, à l'égard des questions de doctrine. Les 27 tomes de Lénine resteront pour toujours le modèle d'une attitude suprêmement scrupuleuse envers la théorie. Sans cette qualité fondamentale le bolchévisme n'aurait jamais rempli son rôle historique. C'est une opposition complète que le stalinisme, grossier et ignorant, absolument empirique, présente sous ce rapport aussi.

Il y a déjà plus de dix ans l'opposition déclarait dans sa plate-forme : « Depuis la mort de Lénine il s'est créé toute une série de nouvelles « théories » dont le seul sens est de justifier théoriquement l'écart du groupe staliniste hors de la voie de la révolution prolétarienne internationale. » Tout dernièrement le socialiste américain Liston Oak, qui a participé de près à la révolution espagnole, a écrit : « En fait, les stalinistes sont maintenant les révisionnistes les plus extrêmes de Marx et de Lénine. Bernstein n'avait pas osé faire même la moitié du chemin que Staline a fait dans la révision de Marx. » C'est absolument juste. Il faut ajouter seulement que chez Bernstein il y avait réellement des besoins théoriques : il tentait consciencieusement d'établir une conformité entre la pratique réformiste de la social-démocratie et son programme. La bureaucratie staliniste, non seulement n'a rien de commun avec le marxisme, elle est encore étrangère à quelque doctrine, programme ou système que ce soit. Son « idéologie » est imprégnée d'un subjectivisme absolument policier, sa pratique d'un empirisme de pure violence. Par le fond même de ses intérêts la caste des usurpateurs est hostile à la théorie : ni à elle-même ni à autrui, elle ne peut rendre compte de son rôle social. Staline révisé Marx et Lénine non par la plume des théoriciens, mais avec les bottes de la G. P. Ou.

Questions de morale

C'est de l'« amoralité » du bolchévisme qu'ont surtout coutume de se plaindre les fanfarons insignifiants, à qui le bolchévisme a arraché leurs masques. Dans les milieux petits-bourgeois, intellectuels, démocrates, « socialistes », littéraires, parlementaires et autres, il existe des valeurs conventionnelles ou un langage conventionnel pour couvrir l'absence de valeurs. Cette large et bigarrée société où règne une complicité réciproque — « vis et laisse vivre les autres ! » — ne supporte nullement le contact de sa peau sensible avec la lancette marxiste. Les théoriciens qui oscillent entre les deux camps, les écrivains et les moralistes pensaient et pensent que les bolchéviks exagèrent malintentionnellement les désaccords, sont incapables d'une collaboration « loyale » et que par leurs « intrigues » ils brisent l'unité du mouvement ouvrier. Le centrisme sensible et susceptible croit avant tout que les bolchéviks le « calomnient », — uniquement parce qu'ils vont jusqu'au bout de ses moitiés de pensées, ce qu'il est absolument incapable de faire lui-même. Cependant, c'est seulement cette qualité précieuse, l'intolérance pour tout ce qui est hybride et évasif, qui est capable d'éduquer un parti révolutionnaire que des « circonstances exceptionnelles » ne peuvent prendre à l'improviste.

La morale de tout parti découle, en fin de compte, des intérêts historiques qu'il représente. La morale du bolchévisme, qui contient en elle le dévouement, le désintéressement, le courage, le mépris pour tout ce qui est clinquant et mensonge — les meilleures qualités de la nature humaine ! — découlait de son intransigeance révolutionnaire au service des opprimés. La bureaucratie staliniste, dans ce domaine aussi, imite les paroles et les gestes du bolchévisme. Mais quand l'« intransigeance » et l'« inflexibilité » se réalisent par l'entremise d'un appareil policier qui est au service d'une minorité privilégiée, ils deviennent une source de démoralisation et de gangstérisme. On ne peut avoir que du mépris pour les messieurs qui identifient l'héroïsme révolutionnaire des bolchéviks au cynisme bureaucratique des thermidoriens.

Même encore maintenant, malgré les faits dramatiques de la dernière période, le philistin moyen continue à penser que dans la lutte entre bolchévisme (« trotskisme ») et stalinisme il s'agit d'un conflit d'ambition personnelle ou, dans le meilleur des cas, de la lutte de deux « nuances » dans le bolchévisme. L'expression la plus crue, de ce point de vue, est donnée par Norman Thomas, leader du parti socialiste américain. « Il y a peu de raison de croire, — écrit-il (*Socialist Review*, septembre 1937, page 6), — que si Trotsky l'avait emporté (!) au lieu de Staline, il y aurait eu une fin aux intrigues, aux complots et au règne de la crainte en Russie ». Et cet homme se croit... marxiste. Avec autant de fondement on pourrait dire : « Il y a peu de raison de croire que si au lieu de Pie XI sur le trône de Rome on avait mis Norman Ier l'Eglise catholique se serait transformée en rempart du socialisme. » Thomas ne comprend pas qu'il s'agit non pas d'un match entre Staline et Trotsky, mais d'un antagonisme entre la bureaucratie et le prolétariat. Certes, en U. R. S. S. la couche dirigeante est encore contrainte aujourd'hui de s'adapter à l'héritage pas complètement liquidé de la révolution, en préparant en même temps, par une guerre civile déclarée (l'« épuration » sanglante, l'extermination massive des mécontents), le changement du régime social. Mais en Espagne la clique staliniste apparaît ouvertement, dès aujourd'hui comme le rempart de l'ordre bourgeois contre le socialisme. La lutte contre la bureaucratie bonapartiste se change, sous nos yeux, en lutte de classes : deux mondes, deux programmes, deux morales. Si Thomas pense que la victoire du prolétariat socialiste sur la caste abjecte des oppresseurs ne régénérera pas le régime soviétique politiquement et moralement, il montre seulement par là que malgré toutes ses réserves, ses tergiversations et ses soupirs pieux, il est beaucoup plus proche de la bureaucratie staliniste que des ouvriers révolutionnaires. Comme les autres dénonciateurs de l'« amoralisme » bolchéviste, Thomas n'est tout simplement pas parvenu jusqu'à la morale révolutionnaire.

Les traditions du bolchévisme et la Quatrième Internationale

Chez ces « gauchistes » qui tentent de « revenir » au marxisme en ignorant le bolchévisme, tout se réduit ordinairement à quelques panacées isolées : boycotter les vieux syndicats, boycotter le parlement, créer de « véritables » soviets. Tout cela pouvait sembler extraordinairement profond dans la fièvre des premiers jours après la guerre. Mais maintenant, à la lumière de l'expérience faite, ces « maladies infantiles » ont perdu même tout intérêt de curiosité. Les hollandais Gorter et Pannekoek, les « spartakistes »

allemands, les bordighistes italiens ont manifesté leur indépendance à l'égard du bolchévisme uniquement en opposant un de ses traits, artificiellement grossi, aux autres. De ces tendances de « gauche » il n'est rien resté, ni pratiquement, ni théoriquement : preuve indirecte, mais importante que le bolchévisme est la seule forme du marxisme pour notre époque.

Le parti bolchéviste a montré, dans la réalité, une combinaison d'audace révolutionnaire suprême et de réalisme politique. Il a, pour la première fois, établi entre l'avant-garde et la classe le rapport qui seul est capable d'assurer la victoire. Il a montré, par l'expérience, que l'union du prolétariat avec les masses opprimées de la petite-bourgeoisie du village et de la ville est possible uniquement par le renversement politique des partis traditionnels de la petite bourgeoisie. Le parti bolchéviste a montré au monde entier comment s'accomplissent l'insurrection armée et la prise du pouvoir. Ceux qui opposent une abstraction de soviets à la dictature du parti devraient comprendre que c'est seulement grâce à la direction des bolchéviks que les soviets se sont élevés du marais réformiste au rôle de forme étatique du prolétariat. Le parti bolchéviste a réalisé une juste combinaison de l'art militaire avec la politique marxiste dans la guerre civile. Même si la bureaucratie staliniste réussissait à ruiner les bases économiques de la société nouvelle, l'expérience de l'économie planifiée, faite sous la direction du parti bolchéviste, entrerait pour toujours dans l'histoire comme une école supérieure pour toute l'humanité. Seuls ne peuvent voir tout cela les sectaires qui, offensés par les coups qu'ils ont reçus, ont tourné le dos au processus historique.

Mais ce n'est pas tout. Le parti bolchéviste a pu faire un travail « pratique » aussi grandiose uniquement parce que chacun de ses pas était éclairé par la lumière de la théorie. Le bolchévisme ne l'a pas créée : elle avait été apportée par le marxisme. Mais le marxisme est la théorie du mouvement, et non du repos. Seules des actions d'une échelle historique grandiose pouvaient enrichir la théorie elle-même. Le bolchévisme a apporté une contribution précieuse au marxisme par son analyse de l'époque impérialiste comme époque de guerres et de révolution ; de la démocratie bourgeoise à l'époque du capitalisme pourris-

sant ; de la relation entre la grève générale et l'insurrection ; du rôle du parti, des soviets et des syndicats à l'époque de la révolution prolétarienne ; de la théorie de l'Etat soviétique ; de l'économie de transition ; du fascisme et du bonapartisme à l'époque du déclin capitaliste ; enfin, par son analyse des conditions de la dégénérescence du parti bolchéviste lui-même et de l'Etat soviétique. Qu'on nous nomme une autre tendance qui aurait ajouté quelque chose d'essentiel aux conclusions et aux généralisations du bolchévisme. Vandervelde, De Brouckère, Hilferding, Otto Bauer, Léon Blum, Zyromski, sans même parler du major Attlee et de Norman Thomas, vivent théoriquement et politiquement de débris usés du passé. La dégénérescence du Comintern s'est exprimée de la façon la plus brutale dans le fait qu'elle est tombée théoriquement au niveau de la Deuxième Internationale. Les groupes intermédiaires de tout genre (Independent Labour Party d'Angleterre, P. O. U. M. et leurs semblables) adaptent de nouveau chaque semaine des bribes de Marx et de Lénine à leurs besoins du moment. Les ouvriers n'apprendront rien chez ces gens-là.

Seuls les constructeurs de la Quatrième Internationale, en s'appropriant les traditions de Marx et de Lénine, ont fait leur une attitude sérieuse envers la théorie. Que les philistins se moquent du fait que vingt ans après la révolution d'Octobre les révolutionnaires soient rejetés de nouveau sur les positions d'une modeste préparation propagandiste. Dans cette question, comme dans les autres, le grand capital est beaucoup plus perspicace que les philistins petits-bourgeois qui se considèrent comme des « socialistes » ou des « communistes » : ce n'est pas pour rien que la question de la Quatrième Internationale ne disparaît pas des colonnes de la presse mondiale. Le besoin historique brûlant d'une direction révolutionnaire assure à la Quatrième Internationale des rythmes exceptionnellement rapides de développement. La plus importante garantie de ses succès futurs est le fait qu'elle ne s'est pas formée en dehors de la grande voie de l'histoire, mais qu'elle est organiquement sortie du bolchévisme.

Le 29 août 1937.

L. TROTSKY.

RÉSOLUTION

du Secrétariat International pour la Quatrième Internationale
SUR LA GUERRE SINO-JAPONAISE

1. — L'impérialisme japonais vient d'étendre ses opérations militaires dans la Chine du Nord en une guerre de brigandage général pour s'emparer de nouveaux territoires et de la totalité du marché chinois. Il veut plier la bourgeoisie chinoise à ses volontés et écraser sous son talon de fer les masses travailleuses. L'offensive japonaise qui s'est déclenchée au Nord contre Pékin et sur le littoral contre Changhaï, a été provoquée par le Japon au moment où les impérialismes franco-anglais sont occupés en Espagne, et où la direction militaire soviétique est affaiblie par les saignées de Staline, afin de tenter de surmonter les contradictions insolubles intérieures du régime féodal-impérialiste du Japon, et de conquérir, en vue de l'inévitable conflit futur avec l'URSS, des bases militaires favorables.

2. — La Chine agressive est un pays semi-colonial qui, au bout de ses deux révolutions de 1911 et 1925-27,

n'est pas encore parvenue à achever sa révolution démocratique bourgeoise, c'est-à-dire à unifier la nation, créer un Etat national démocratique populaire, et se libérer du joug impérialiste. En notre époque, l'expérience chinoise l'a confirmé, ces tâches ne sont réalisables que par la dictature du prolétariat à la tête des larges masses travailleuses. Or en Chine l'Internationale communiste a empêché le prolétariat, dans la situation révolutionnaire extrêmement favorable de 1925-27, d'assurer l'hégémonie dans la révolution et de lutter pour le pouvoir. La conséquence en fut une contre-révolution féroce de la bourgeoisie chinoise, le démembrement de la Chine et son asservissement renforcé à l'impérialisme.

3. — C'est dans ces conditions que le Japon a pu passer à l'attaque. Une victoire du Japon aurait un triple effet réactionnaire : le raffermissement du régime féodal et le renforcement de l'impérialisme japonais,

le recul de la troisième révolution chinoise, et un danger accru pour l'Union Soviétique. La défense de la Chine au contraire, pourra faire exploser les tensions intérieures au Japon, et par sa nature même, elle signifie un vaste soulèvement des masses populaires chinoises sous l'égide de la libération et de l'unification nationales de la Chine, qui posent inmanquablement le problème de la prise du pouvoir par le prolétariat chinois, la subversion de la bourgeoisie chinoise et la fin des autres positions impérialistes en Chine. C'est pourquoi le prolétariat mondial ne peut rester neutre devant le conflit actuel en Extrême-Orient, ni mettre sur un pied d'égalité la Chine et le Japon, mais doit résolument prendre la défense de la Chine contre le Japon.

4. — La guerre de pénétration menée par le Japon en Chine trouvait jusqu'à présent la complicité des impérialismes anglo-saxon et français, et de Tchang-Kaï-Chek, comme représentant du Kuomintang. Mais l'avance japonaise signifiait une politique de plus en plus oppressive pour les masses laborieuses chinoises, une déconsidération et un asservissement de plus en plus complet du Kuomintang aux ordres de l'impérialisme étranger. Depuis l'échec de la révolution prolétarienne en 1927, provoquée par la politique boukhario-stalinienne de soumission du Parti communiste au Kuomintang, ce dernier, bourreau des masses ouvrières chinoises, n'a pu subsister comme dirigeant de la Chine qu'en servant d'intermédiaire et de commis à l'impérialisme mondial. Par sa nature parasitaire et avortée, la bourgeoisie chinoise ne pouvait pas être l'organisatrice de l'unification nationale de la Chine, ni réaliser aucune réforme démocratique profonde (expropriation des landlords, fin des armées privées, libertés démocratiques, etc....).

5. — Tchang-Kaï-Chek et le Kuomintang, comme représentants de la bourgeoisie chinoise, ont préféré, aussi longtemps qu'ils l'ont pu, la guerre contre l'Armée Rouge soi-disant « soviétique » à une guerre générale contre le Japon. Mais la lutte des masses travailleuses de Chine ne pouvait et ne peut trouver son issue, dans la période actuelle, que par la résistance au Japon et à la capitulation permanente du Kuomintang. La misère et l'indignation croissante des masses ont obligé Tchang-Kaï-Chek à s'engager dans la guerre, bien qu'il continue à négocier. Tchang-Kaï-Chek reste fidèle à la politique qui l'a amené au pouvoir en 1927. Il y a six ans, Tchang-Kaï-Chek fut le bourreau de la révolution prolétarienne qui, seule, aurait été capable de libérer la Chine de l'asservissement étranger et intérieur. C'est pourquoi les masses ne peuvent pas avoir la moindre confiance en lui, pour une résistance efficace au Japon.

6. — La tâche immédiate du prolétariat chinois est la lutte pour la conduite de la guerre contre le Japon par la mobilisation et l'armement des larges couches du peuple travailleur, afin de lier à la défaite et la révolution au Japon, la victoire du prolétariat chinois sur le Kuomintang traître et valet de l'impérialisme. Dans cette lutte, le prolétariat international sera aux côtés des ouvriers, paysans et soldats chinois.

Cependant les masses chinoises étant féroceusement exploitées, leur mobilisation pour la défense révolutionnaire de la Chine, c'est-à-dire pour la troisième révolution, doit se faire sur la base d'un programme de revendications sociales et politiques déterminées : armement des masses populaires, liberté de presse et d'organisation, élection de Comités ouvriers, paysans et soldats, expropriation des landlords, partage des terres, abolition des impôts et des dettes usurières, contrôle ouvrier sur la production. La bourgeoisie doit porter

les frais de la guerre, préparer le passage révolutionnaire du pouvoir des mains du Kuomintang traître entre celles des ouvriers et paysans, qui tendront la main aux masses travailleuses du Japon et de la Mandchourie. Assemblée constituante pan-nationale, démocratiquement élue, Assemblée nationale des Comités de soldats, ouvriers et paysans qui, seule, peut décider du sort de la Chine.

7. — Cette politique trouvera l'hostilité acharnée du Kuomintang bourgeois, mais elle est la seule qui puisse réellement provoquer une résistance sérieuse au Japon, entraînant la défaite du militarisme japonais. En même temps que les travailleurs chinois prendront en mains leur propre sort, les ouvriers et paysans japonais secoueront l'esclavage militaire et économique de leur propre bourgeoisie. La ruine de l'Empire du Soleil levant signifiera aussi le réveil des populations de Corée, de Mandchourie, de Formose. La ruine de l'Empire du Japon affermirait la position des ouvriers révolutionnaires soviétiques.

8. — Le rôle de la bureaucratie stalinienne ne peut manquer d'être aussi perfide en Chine qu'en Espagne et dans le monde entier. Le soutien qu'elle accordera à la Chine sera en réalité un appui à Tchang-Kaï-Chek, contre les aspirations sociales et politiques des masses révolutionnaires. Elle prêter son appui en armes, argent et troupes en échange d'une protection purement militaire de ses frontières et de celles de la Mongolie extérieure. N'ayant aucune confiance dans les forces révolutionnaires du prolétariat chinois, seules capables de protéger efficacement l'URSS, et craignant à mort un réveil révolutionnaire des masses soviétiques à la suite d'une troisième révolution chinoise, la bureaucratie stalinienne a ordonné aux communistes de Chine de renoncer à tout mot d'ordre et à toute réalisation révolutionnaire. Alliée de la bourgeoisie chinoise, elle sera non seulement — comme en 1927 — passivement responsable, mais activement complice de la répression contre-révolutionnaire. La tâche des révolutionnaires chinois sera ainsi particulièrement difficile. Face à la trahison stalino-bourgeoise, ils doivent appeler les masses travailleuses à dresser leurs propres organes démocratiques de représentation et de pouvoir, les soviets.

9. — Le prolétariat de l'URSS et international doit donner son plein appui au peuple travailleur de la Chine, sans faire la moindre confiance au Kuomintang bourgeois. Boycott des transports d'armes, de munitions, de substances et de marchandises de toutes sortes pour le Japon et ses armées ! Soutien contrôlé des envois d'armes à la Chine ! En aucun cas, les marins et soldats des impérialismes américain, anglais, français et autres ne doivent tirer contre la Chine !

10. — La IV^e Internationale envoie son salut à sa section chinoise, la Ligue Communiste de Chine, qui, dans l'illégalité et malgré des répressions sans nombre, a su conserver et éduquer ses cadres et mener un travail de propagande persévérant. Dans les luttes qui viennent, la Ligue Communiste de Chine devra tendre de toutes ses forces à bâtir un puissant parti marxiste révolutionnaire de la IV^e Internationale en Chine.

Pour la victoire de la Chine travailleuse armée sur l'impérialisme japonais !

A bas l'impérialisme nippon !
Vive la révolution au Japon !
Vive la troisième révolution chinoise !
A bas le Kuomintang !
Vive la dictature du prolétariat en Chine !

Avril 1937.

Contre le Gangsterisme Stalinien

Les provocateurs Staliniens à l'œuvre en Chine

L'Humanité du 15 Octobre a publié une dépêche de Shanghai du 13, déclarant que 72 bandits trotskystes et le chef de leur bande, Van Goundou, qui avaient tenté de faire un coup d'Etat dans la province du Kouang-Si, ont été fusillés. La même dépêche fut publiée dans le Daily Worker, journal stalinien américain.

Le Socialist Appeal du 16 Octobre, organe de nos camarades américains, publie une information de Li Fu Yen, membre de l'organisation bolchévique léniniste chinoise, qui déclare : « On nous dit que les trotskystes étaient dirigés par Wang Kun Tuh « qui s'était infiltré dans le Comité Exécutif de l'organisation du Kuomintang dans le Kouang-Si, pendant la période de la terreur anti-communiste qui secoue la Chine après 1929. » Personne du nom de Wang Tuh n'est ou n'a jamais été membre de la ligue communiste

de Chine (bolchevik-léniniste). Aucun membre de la Ligue n'a non plus été membre du Comité Exécutif du Kouang-Si ou de tout autre organe du Kuomintang. Je l'affirme, ayant la connaissance personnelle des membres de la Ligue et de son activité. Encore plus décisif est le fait qu'il n'y a pas d'organisation de la Ligue Communiste dans la province du Kouang-Si, et qu'il n'y en a jamais eu. Les staliniens ont l'habitude de qualifier de « trotskystes » leurs propres agents provocateurs. Si « Wang » existe, alors la Guépéou obtiendra sûrement de lui des « aveux » impliquant les bolchéviks-léninistes chinois dans un complot contre la défense de la Chine. »

D'ailleurs, les staliniens chinois organisent patiemment les provocations. Le journal shanghaien Hsin Ching Jih Pao, cité par les staliniens américains, appelle à « chasser les traîtres trotskystes ». « Au moment où le pays entier est uni dans la guerre avec notre ennemi mortel, ils utilisent l'envoi de troupes sur les fronts pour organiser un complot à l'arrière. Il n'est pas clair à quels ordres ces trotskystes obéissent. Au nom de l'avenir de notre pays, dans l'intérêt de la résistance à l'agresseur, les espions et les traîtres trotskystes doivent être détruits. » — Les agents staliniens ne perdent pas leur temps pour poursuivre en Chine la besogne commencée en Espagne.

LES "ULTRA-GAUCHES" EN GÉNÉRAL ET LES INCURABLES EN PARTICULIER

Quelques considérations théoriques

La pensée marxiste est concrète, c'est-à-dire qu'elle envisage tous les facteurs décisifs ou importants pour une question donnée, non seulement dans leurs relations réciproques, mais encore dans leur développement. Elle ne dissout pas la situation du moment présent dans la perspective générale ; mais par la perspective générale elle rend possible l'analyse de la situation présente dans toute sa particularité. C'est précisément avec cette analyse concrète que commence la politique. La pensée opportuniste comme la pensée sectaire ont ce trait de commun, qu'elles extraient de la complexité des circonstances et des forces un ou deux facteurs qui leur paraissent les plus importants — et qui le sont parfois en fait, — les isolent de la réalité complexe et leur attribuent une force sans limite ni restriction.

Pour la longue époque de l'avant-guerre, le réformisme s'est servi de cette manière de facteurs très importants, mais temporaires : le développement puissant du capitalisme, l'élévation du niveau de vie du prolétariat, la stabilité de la démocratie, etc... C'est le sectarisme qui se sert maintenant des facteurs et des tendances les plus importants : le déclin du capitalisme, la baisse du niveau de vie des masses, la décomposition de la démocratie, etc... Mais, de même que le réformisme de l'époque précédente, le sectarisme transforme des tendances historiques en des facteurs tout-puissants et absolus. Les « ultra-gauches » arrêtent leur analyse là où elle ne fait que commencer. Ils opposent à la réalité un schéma tout fait. Or, les masses vivent dans la réalité. C'est pourquoi le schéma sectaire n'a pas la moindre emprise sur la mentalité des ouvriers. Par son essence même le sectarisme est voué à la stérilité.

Le capitalisme impérialiste n'est plus capable de développer les forces productives de l'humanité, et pour cette raison, il ne peut accorder aux ouvriers ni concessions matérielles ni réformes sociales efficaces. Tout cela est juste. Mais tout cela n'est juste que sur l'échelle d'une époque entière. Il y a des branches de l'industrie qui se sont développées depuis la guerre avec une force prodigieuse (automobile, aviation, électricité, radio), malgré le fait que le niveau général de la production ne s'élevait pas ou s'élevait fort peu au-dessus du niveau de l'avant-guerre et de la guerre. Cette économie pourrissante a de plus ses flux et ses reflux. Les ouvriers ne sortent presque jamais d'une lutte, qui est parfois victorieuse. Il est juste que le capitalisme reprend aux ouvriers de la main droite ce qu'il leur a donné de la main gauche. C'est ainsi que la hausse des prix annihile les grandes acquisitions de l'ère Léon Blum. Mais ce résultat, déterminé par l'intervention de différents facteurs, pousse à son tour les ouvriers dans la voie de la lutte. C'est précisément cette dialectique puissante de notre époque qui ouvre une perspective révolutionnaire.

Un leader syndical qui se laisserait guider exclusivement par la tendance générale du capitalisme pourrissant pour renoncer à toute lutte économique et partielle serait en fait, malgré ses conceptions « révolutionnaires », un agent de la réaction. Un leader syndical marxiste doit non seulement envisager les tendances générales du capitalisme, mais analyser aussi les traits spécifiques de la situation, la conjoncture, les conditions locales, l'élément psychologique y compris, pour proposer une attitude de combat, d'expectative ou de recul.

C'est seulement sur la base de cette activité pratique intimement liée à l'expérience de la grande masse que le chef syndical peut mettre à nu les tendances générales du capitalisme pourrissant et éduquer les ouvriers pour la révolution.

C'est une vérité que notre époque se caractérise politiquement par une lutte sans merci entre socialisme (communisme) et fascisme. Mais cela ne signifie malheureusement pas que le prolétariat soit déjà et partout conscient de cette alternative, ni qu'il puisse dans un pays donné à un moment donné se désintéresser de la lutte partielle pour la sauvegarde des libertés démocratiques. L'alternative fondamentale : communisme ou fascisme, établie par Lénine, est devenue pour beaucoup une formule creuse dont se servent trop souvent les centristes de gauche pour couvrir leurs capitulations ou les sectaires pour justifier leur inaction.

En entrant dans le gouvernement de la Généralité de Catalogne, le malheureux Andrés Nin a commencé sa déclaration radiodiffusée par la thèse suivante : « La lutte qui commence n'est pas la lutte entre la démocratie bourgeoise et le fascisme, comme le pensent quelques-uns, mais entre le socialisme et le socialisme ». Cette formule était d'ailleurs la formule courante du P.O.U.M. Tous les articles de *La Batalla* n'en furent que des interprétations et des variations. Nous avons vu quelques sectaires, par exemple en Belgique, s'empare de cette formule pour y trouver la justification, totale ou partielle, de la politique du P.O.U.M. Cependant, Nin a transformé pratiquement la formule léniniste en son contraire : il est entré dans un gouvernement bourgeois qui avait pour objectif de spolier et d'étouffer toutes les acquisitions, tous les points d'appui de la révolution socialiste naissante. Le fond de sa pensée était à peu près ceci : puisque cette révolution est une révolution socialiste « par essence », notre entrée dans le gouvernement ne peut que l'aider. Et le sectaire pseudo-révolutionnaire de s'écrier : « La participation de Nin au gouvernement est peut-être une faute, mais ce serait un crime d'exagérer son importance. Nin n'a-t-il donc pas reconnu que la révolution est socialiste « par essence » ? Oui, il l'a proclamé, mais seulement pour justifier une politique qui sapait les bases de la révolution.

Le caractère socialiste de la révolution, déterminé par les facteurs sociaux fondamentaux de notre époque, n'est cependant pas servi tout prêt et tout assuré dès le début même du développement révolutionnaire. Non, dès avril 1931, le grand drame espagnol a pris le caractère d'une révolution « républicaine » et « démocratique ». Pendant les années qui suivirent, la bourgeoisie a su imposer son estampille aux événements, bien que l'alternative léniniste : communisme ou fascisme, ait gardé — en dernière analyse — toute sa valeur. Plus les centristes de gauche et les sectaires transforment cette alternative en une loi supra-historique, et moins ils sont capables d'arracher les masses à l'emprise bourgeoise. Pire encore, ils ne font que renforcer cette emprise. Le P.O.U.M. a chèrement payé cette expérience, sans d'ailleurs, hélas, en tirer les enseignements nécessaires.

Si les centristes de gauche se couvrent de Lénine pour emprisonner la révolution dans son cadre primitif, celui de la démocratie bourgeoise, les ultra-gauches puisent dans la même alternative léniniste le droit d'ignorer et de « boycotter » le développement réel de la révolution.

« La différence, ai-je dit en réponse à un camarade américain, entre le gouvernement Negrin et celui de Franco est celle entre la démocratie bourgeoise pourrissante et le fascisme ». C'est par cette constatation élémentaire que commence notre orientation politique.

— Comment, — de s'écrier les ultra-gauches, — on veut nous acculer ainsi au choix entre la démocratie bourgeoise et le fascisme ! Mais c'est de l'opportunisme pur ! La révolution espagnole est au fond la lutte entre le socialisme et le fascisme. La démocratie bourgeoise ne présente pas la moindre issue... Et ainsi de suite.

L'alternative : *socialisme ou fascisme*, signifie seulement, et c'est assez important, que la révolution espagnole ne peut être victorieuse que par la dictature du prolétariat. Mais cela ne signifie nullement que la victoire est assurée par avance. Il s'agit encore, et toute la tâche politique est là, de transformer cette révolution hybride, confuse, mi-aveugle et mi-sourde, en révolution socialiste. Il faut non seulement dire ce qui est, mais aussi savoir partir de ce qui est. Les partis dirigeants, même ceux qui parlent du socialisme, le P.O.U.M. y compris, font tout ce qu'ils peuvent pour empêcher la transformation de cette révolution souillée et défigurée en révolution consciente et achevée. La classe ouvrière, poussée par son instinct, réussit, certes, dans les moments de culmination révolutionnaire, à poser des jalons importants sur la voie du socialisme. Mais ce ne sont que des jalons, qui pendant le reflux sont balayés par les partis dirigeants. Il n'est pas difficile de sauter par dessus cette réalité contradictoire en s'appuyant sur quelque généralisation sociologique. Mais cela n'avance pas les choses d'un pouce. Il faut surmonter les difficultés matérielles par l'action, c'est-à-dire par une tactique appropriée à la réalité.

La lutte militaire en Espagne est actuellement dirigée d'un côté par Franco, de l'autre par Negrin-Staline. Si Franco représente le fascisme, Negrin-Staline ne représentent nullement le socialisme. Au contraire, ils représentent un frein « démocratique » qui empêche le mouvement vers le socialisme. L'alternative historique : communisme ou fascisme, n'a pas encore trouvé son expression politique. Loin de là. Depuis juillet 1936, la révolution espagnole est rejetée même loin en arrière de l'objectif que formulait Nin sans le comprendre. Mais la guerre civile en Espagne reste malgré tout un fait d'une importance capitale. Il faut prendre ce fait tel qu'il est, c'est-à-dire comme la lutte armée entre deux camps sociaux, subjugués d'un côté par la démocratie bourgeoise, de l'autre par le fascisme avéré. Il s'agit de trouver une attitude juste envers cette lutte hybride, pour la transformer d'endans en lutte pour la dictature du prolétariat.

Le gouvernement Negrin-Staline est un frein quasi-démocratique sur la voie du socialisme, mais c'est aussi un frein, certes ni sûr, ni durable, mais néanmoins un frein, sur la voie du fascisme. Demain, après-demain, le prolétariat espagnol pourra peut-être briser ce frein pour s'emparer du pouvoir. Mais s'il aidait, même passivement, à le briser aujourd'hui, il ne servirait que le fascisme. La tâche est non seulement d'apprécier théoriquement les deux camps à leur juste valeur, mais encore d'utiliser pratiquement leur lutte pour faire un bond en avant.

Les centristes de gauche comme les incurables « ultra-gauches » citent souvent l'exemple de la politique bolchéviste dans le conflit Kérenski-Kornilov, sans rien y comprendre. Le P.O.U.M. dit : « Mais les bolchéviks luttèrent ensemble avec Kérenski ». Les ultra-gauches répliquent : « Mais les bolchéviks refusaient, même sous la menace de Kornilov, toute confiance à Kérenski ». Tous deux ont raison... à moitié, c'est-à-dire que tous deux ont tort complètement. Les bolchéviks ne restèrent pas neutres entre le camp de Kérenski et celui de Kornilov. Ils luttèrent dans le premier contre le second. Ils acceptèrent le commandement officiel, tant qu'ils ne furent pas suffisamment

fort pour le renverser. C'est précisément du mois d'août, avec le soulèvement de Kornilov, que date l'ascension prodigieuse des bolchéviks. Cette ascension n'est devenue possible que grâce au double aspect de la politique bolchéviste. En participant en première ligne à la lutte contre Kornilov, les bolchéviks ne prenaient pas la moindre responsabilité pour la politique de Kérenski : au contraire, ils la dénonçaient comme responsable de l'assaut réactionnaire et comme incapable de dominer. C'est ainsi qu'ils ont préparé les prémisses politiques de la révolution d'Octobre dans laquelle l'alternative : bolchévisme ou contre-révolution (communisme ou fascisme), est devenue d'une tendance historique une réalité vivante et immédiate.

Nous devons enseigner cette leçon à la jeunesse. Nous devons lui inculquer la méthode marxiste. Mais quant aux gens qui ont passé depuis des dizaines d'années l'âge d'aller à l'école et qui s'obstinent à nous opposer toujours — à nous et à la réalité — les mêmes formules, qu'ils ont d'ailleurs prises chez nous, il faut les reconnaître publiquement comme des incurables qu'il est nécessaire de tenir à plusieurs lieues des états-majors où s'élabore la politique révolutionnaire.

L. TROTSKY.

Le 28 Septembre 1937.

Il apparaît que pendant que nous écrivons ces lignes une nouvelle « épuration » s'effectue en Espagne sur une échelle grandiose. A ce que l'on peut comprendre de télégrammes volontairement confus, le coup est dirigé cette fois-ci surtout contre les anarcho-syndicalistes. Il est fort possible que ce soit la préparation d'une réconciliation entre Negrin-Staline et Franco. Mais il n'est pas exclu que la bureaucratie de Moscou, qui croit que tout peut se régler par le G.P.O.U., prépare de cette manière une « victoire » qui lui échappe toujours. En réalité elle ne peut que préparer ou le triomphe de Franco ou quelque dictature militaire d'un Miaja « républicain » qui ressemblera à Franco comme deux gouttes d'eau.

Seuls des imbéciles complets peuvent se faire des illusions sur les objectifs et les méthodes de la clique staliniste ou de la démocratie négriniste. La lutte entre les deux camps peut très bien cesser d'un seul coup. Cette nouvelle situation dicterait une nouvelle tactique, au service du même but stratégique. Mais en ce moment-ci encore la lutte militaire entre Negrin et Franco continue et la tactique d'aujourd'hui est dictée par la situation d'aujourd'hui.

L. T.

Le 29 Septembre 1937.

LA LUTTE CONTRE LA GUERRE

Réponse de Trotsky au journaliste américain Roger Devlin

Les organisations dites pacifistes, y compris les organisations ouvrières, ne présentent pas le moindre obstacle pour la guerre. Les nombreux congrès pacifistes, organisés surtout par le Comintern, sont des entreprises purement théâtrales, sans la moindre efficacité : au moment de la guerre tous ces leaders pacifistes, tous ces ladies et gentlemen pieux et humanitaires rejoindront leur gouvernement, comme ils l'ont fait en 1914-1918, pour le soutenir dans la guerre.

Le seul facteur politique qui empêche aujourd'hui le déclenchement de la guerre, c'est la peur des gouvernements devant la révolution sociale. Hitler lui-même l'a proclamé maintes fois. Il faut en tirer la conséquence logique : plus le mouvement ouvrier est révolutionnaire, plus il est opposé aux classes impérialistes dirigeantes, et plus celles-ci sont arrêtées dans leurs desseins d'un nouveau partage du monde par la force des armes.

Cependant, il faut bien distinguer entre les pays impérialistes et les pays arriérés, coloniaux et semi-coloniaux. L'attitude des organisations ouvrières des deux camps et envers les deux camps ne peut être la même. Un exemple classique, c'est la guerre actuelle entre la Chine et le Japon. Il est absolument indiscutable que de la part du Japon, c'est une guerre de rapines, que de la part de la Chine, c'est une guerre de défense nationale. Mettre les deux pays sur le même plan, ne peuvent le faire que des agents conscients ou inconscients de l'impérialisme japonais. C'est pourquoi on ne peut avoir que de la pitié ou du mépris pour les gens qui en face de la guerre sino-japonaise déclarent qu'ils sont contre toute guerre, contre la guerre tout court. La guerre est déjà un fait. Le mouvement ouvrier ne peut pas rester neutre

devant la lutte entre les esclavagistes et les esclaves. Le mouvement ouvrier en Chine, au Japon et dans le monde entier doit par toutes ses forces s'opposer au brigandage impérialiste japonais en soutenant le peuple chinois et son armée.

Cela ne signifie nullement une confiance aveugle dans le gouvernement chinois et dans Tchang-Kaï-Chek. Dans le passé, surtout en 1925-1927, le maréchal s'appuyait déjà sur les organisations ouvrières dans sa lutte militaire contre les généraux chinois du Nord, agents de l'impérialisme étranger. Il a fini par écraser, en 1927-1928, les organisations ouvrières par la force des armes. Il s'agit donc de tirer toutes les leçons de cette expérience qui fut d'ailleurs rendue possible par la politique néfaste du Comintern. En participant à la guerre nationale légitime et progressive contre l'invasion nipponne, les organisations ouvrières doivent garder toute leur indépendance politique envers le gouvernement de Tchang-Kaï-Chek. Le parti communiste chinois fait de nouveau, comme en 1924-1925, des efforts enragés pour assujettir politiquement le mouvement ouvrier chinois à Tchang-Kaï-Chek et au Kuo-Min-Tang. C'est un crime d'autant plus terrible qu'il se répète pour la seconde fois. Le remède ne consiste pas cependant pour les organisations ouvrières à se déclarer « contre toute guerre » et à se croiser les bras dans une attitude de passivité traitresse, mais à participer à la guerre, à aider le peuple chinois, matériellement et moralement et en même temps à éduquer les masses ouvrières et paysannes dans un esprit d'indépendance totale envers le Kuo-Min-Tang et son gouvernement. Nous n'accusons pas Tchang-Kaï-Chek de faire la guerre. Ah, non ! Nous l'accusons de la faire mal, sans l'énergie nécessaire, sans confiance dans le peuple et surtout dans les ouvriers.

Un pacifiste qui a la même attitude envers le Japon et la Chine dans ce conflit terrible ressemble à quelqu'un qui identifierait le lock-out avec la grève. Le mouvement ouvrier est contre le lock-out des exploités et pour la grève des exploités. Cependant, les grèves sont souvent dirigées par de mauvais bergers qui sont capables de trahir le mouvement ouvrier pendant la grève. Ce n'est pas une raison pour que les ouvriers renoncent à participer à la grève, mais c'est une raison pour mobiliser la masse ouvrière contre les défaillances et les trahisons de la direction. Il arrive assez souvent que pendant ou après la grève la masse syndiquée change sa direction. Le cas peut bien arriver en Chine. Mais le changement ne peut être favorable aux masses populaires qu'à la condition que les organisations ouvrières chinoises et internationales soutiennent fermement la Chine contre le Japon.

L. TROTSKY.

Le 25 Septembre 1937.

NOTE DE LA RÉDACTION. — Cet interview développe les mêmes idées que celles que L. Trotsky a exposées dans sa déclaration à la presse bourgeoise au commencement du conflit sino-japonais, publiée dans la *Lutte Ouvrière*, N° 54, du 27 août 1937.

INTERVIEWS DE TROTSKY

Réponses aux questions du journal "Mexico al dia"

D. — Avez-vous vu un reportage publié le 10 août par El Universal Grafico, page 9 ? Il s'agit des motifs de votre opposition avec le Comité Central du Parti Communiste. Voulez-vous déclarer quelque chose à ce sujet et nous dire quelles furent les causes véritables de vos divergences avec Staline ?

R. — Ma lutte contre Staline a de profondes racines sociales. La révolution sociale fut réalisée dans l'intérêt des masses travailleuses — contre tous les privilégiés. Cependant, par suite de causes historiques que nous ne pouvons pas examiner ici, une nouvelle caste privilégiée — la toute-puissante bureaucratie soviétique — s'est élevée au-dessus des masses ouvrières et paysannes. Staline est son chef. Les soi-disants « trotskystes » combattent pour l'intérêt des masses travailleuses contre les nouveaux exploités. Si la domination de la bureaucratie s'établissait définitivement, alors, toutes les conquêtes de la Révolution d'Octobre seraient annihilées. D'autre part, si les masses ouvrières réussissent à renverser la caste dirigeante, le pays pourra se développer dans une voie socialiste. C'est pourquoi la lutte a un caractère irréconciliable. L'issue finale dépend à la fois de causes nationales et internationales.

D. — Que pensez-vous de la nouvelle constitution soviétique ? Jusqu'à quel point, selon vous, Joseph Staline a-t-il suivi les directives tracées par Lénine ?

R. — La nouvelle constitution de l'URSS représente une tentative juridique de consolider la domination incontrôlable de la clique dirigeante et de son *fuehrer*. La constitution a un caractère bonapartiste pour autant qu'elle essaye de couvrir un pouvoir personnel illimité par un faux plébiscite.

D. — Quel sera, selon vous, l'avenir de l'Etat soviétique russe, et en tout cas, quels sont les dangers qui le menacent ?

R. — Nous venons de parler des dangers intérieurs.

Les dangers extérieurs sont liés à la guerre menaçante. Par la lutte ininterrompue qu'elle mène contre le peuple, la bureaucratie soviétique affaiblit la défense du pays. Cela est prouvé, en partie, par la récente capitulation honteuse de Moscou devant le Japon dans la question des îles de l'Amour. La liquidation de la dictature stalinienne est aussi nécessaire impérieusement par les besoins de la défense du pays.

D. — On assure que vous écrivez vos Mémoires. Ce livre sera-t-il une continuation ou une augmentation de votre livre *Ma vie* ?

R. — J'ai terminé le livre sur les Procès de Moscou sous le titre *Les Crimes de Staline*. Maintenant, je recommence à travailler à la biographie de Lénine.

D. — Êtes-vous satisfait, non seulement politiquement, mais surtout comme homme, de votre position devant le monde ? C'est-à-dire, abandonneriez-vous la politique par suite de circonstances particulières et vous consacriez-vous à jouer, comme homme et non comme politique, de ce que la vie pourrait vous offrir dans une retraite modeste ?

R. — Penser est la seule satisfaction complète donnée à l'homme. Le travail intellectuel dépend relativement peu des circonstances extérieures. Si l'on dispose de livres, de papier et d'une plume, il n'en faut pas plus pour formuler des conclusions sur sa propre expérience de la vie ou l'expérience des autres, et participer ainsi à la préparation de l'avenir. Il serait donc inexact de dire que je me suis retiré de la politique. Je ne participe pas à la politique courante ; en particulier je ne me mêle pas de la vie intérieure de ce pays qui m'a offert une hospitalité si magnanime. Mais mon activité littéraire, qu'elle soit consacrée à la théorie ou à l'histoire, a toujours en vue la destinée future de l'humanité, et s'efforce d'aider le mouvement de libération des ouvriers de toutes les manières possibles. Dans ce sens large du mot, toute mon activité a un caractère politique.

Pendant mes quarante années de lutte révolutionnaire, j'ai été au pouvoir pendant huit ans au maximum. Je n'ai pas été plus heureux durant cette période. De même, je ne vois pas de raison de considérer mon exil comme une infortune personnelle. L'exil fut conditionné par la lutte révolutionnaire, et, en ce sens, fut un chaînon naturel, logique, de ma vie.

D. — Quelle est actuellement votre vie ? A quoi consacrez-vous principalement votre activité ? Êtes-vous satisfait de votre séjour au Mexique ? Tenez-vous compte que l'homme, comme être humain, intéresse le public autant que la politique ?

R. — Ma vie présente se distingue à peine de celle que je menais au Kremlin : elle est consacrée au travail. Je vous ai déjà parlé du caractère de ce travail, dans son aspect essentiel. Je suis tout à fait satisfait des conditions de mon séjour au Mexique. Il est vrai que les agents de Staline (à n'y a pas de raison de les nommer) font tout ce qu'ils peuvent, ici aussi, pour troubler ce séjour. Mais une longue expérience m'a appris à les considérer avec indifférence, en y ajoutant un peu de mépris.

Pour conclure, j'ajouterai qu'une part considérable de mon temps est consacrée à aider le travail de la Commission Internationale d'Enquête au sujet des procès de Moscou. J'ai mis à la disposition de la Commission des centaines de documents originaux, en premier lieu des lettres et plus de cent témoignages. Les sessions de la Commission plénière s'ouvriront le 17 Septembre. Le travail des Sous-commissions à New-York et à Paris continuent sans interruption : la vérification des documents, l'examen des témoins, etc... En dépit de l'esclandre des merce-

naires de Moscou, la Sous-Commission et la Commission ne sont pas composées de « trotskystes », ni même de beaucoup d'opposants politiques. Bien naturellement, ce ne sont pas des agents du Guépéou, mais des gens honnêtes, irréprochables. J'ajouterai que la Commission a invité d'une façon répétée des représentants du gouvernement de Moscou, de l'I. C. et des « Amis de l'U.R.S.S. ». Ils ont tous lâchement refusé de participer afin d'avoir ensuite la possibilité de crier à la « partialité » de la Commission. J'espère que des autorités représentatives de l'opinion publique mexicaine participeront aussi au travail de la Commission plénière.

Au commencement de Septembre, le rapport sténographique (600 pages) des sessions de la Sous-Commission d'Enquête à Coyoacan sera publié à New-York. Ensuite suivra un second volume, qui comprendra tous les documents présentés à la Commission. La Commission Internationale d'Enquête aura ainsi la possibilité de tirer ses conclusions sur le fondement de granit de faits strictement vérifiés. Je ne doute pas un instant que le jugement de la Commission et de l'opinion publique mondiale sera fatale à la bureaucratie stalinienne et à ses « amis ».

La conviction dans la justesse de sa propre position et la lutte pour le triomphe de la vérité sur le mensonge et les falsifications apportent la plus haute satisfaction possible à un être humain. Je dois les remerciements les plus ardents au peuple Mexicain et à son gouvernement, qui m'ont donné la possibilité dans une période critique de ma vie, de mener sans difficultés la lutte contre la plus monstrueuse des provocations politiques.

L. TROTSKY.

16 Août 1937.

Interview au "Sunday Sun" de Sidney (Australie)

1) Le Japon veut faire de la Chine son « Inde ». Afin de s'assurer la domination sur ce pays formidable, il lui faut transformer le Pacifique occidental en une mer japonaise. L'Australie fermera cette future « mer japonaise » du côté du sud. Le Japon doit impérativement trouver un appui en Australie.

La situation stratégique de votre continent ne peut qu'aiguiser l'appétit des militaristes japonais. Vous vivez très loin, à la fois de l'Angleterre et des Etats-Unis. La base anglaise la plus proche, Singapoor, ne peut avoir qu'une importance auxiliaire et temporaire.

En plus de ces considérations purement militaires, la force d'attraction de l'Australie est considérable en elle-même. Sur les îles japonaises, il y a 175 habitants par kilomètre carré ; en Australie, il y a environ 1 habitant dans le même espace. L'Australie est riche de différentes matières premières dont manque le Japon. Tout australien, y compris l'enfant au berceau, absorbe environ 100 kilos de nourriture par an, tandis que l'Italien n'absorbe que 15 kilos (le nationalisme pompeux de Mussolini a, comme on voit, un caractère de carême prononcé), et le japonais, une partie encore plus infime.

Il ne serait pas exagéré de dire que le destin de l'Australie, au moins pour 50 %, se décide à Shanghai et en Chine en général. Le soutien de la guerre de libération de la nation chinoise contre les pillards japonais constitue une des plus importantes conditions de la défense de l'indépendance de l'Australie et de la Nouvelle Zélande.

2 et 3) Malheureusement je n'ai pas une connaissance étroite de la vie politique et sociale de l'Australie. Je n'ai jamais été en Australie et je n'ai pas eu la possibilité de suivre sa presse. Mais la littérature russe et mondiale, consacrée aux conditions économiques de l'Australie, à sa législation sociale, est suffisamment large. Nos *narodniki* (populistes), en particulier, se référaient souvent à l'Australie et la Nouvelle-Zélande comme à des modèles du nouveau régime social. Il est inutile de dire que j'ai suivi avec intérêt votre législation sociale, dont la possibilité est conditionnée par les richesses naturelles du pays, d'un côté, et un protectionnisme systématique de l'autre.

Cependant, je ne pense pas que votre législation doive créer un type spécial de développement social, différent en principe de celui des autres pays capitalistes. La question des formes de la propriété privée a une importance décisive. La concurrence capitaliste conduit aussi en Australie, comme en témoignent les statistiques, à la concentration des richesses, sous forme de capital financier, et à des contradictions sociales qui s'approfondissent.

Sans aucun doute, les relations sociales de l'Australie sont plus stables que dans d'autres pays, particulièrement européens. Mais cette stabilité n'est ni absolue ni éternelle. La crise mondiale qui vient, et qu'on peut attendre d'ici 2-3 ans, lorsque les programmes militaires des grandes puissances approcheront de leur fin, secouera aussi l'Australie. La guerre qui vient et que — hélas — nous n'attendons pas longtemps, entraînera inévitablement l'Australie dans son tourbillon. Ces perspectives ne sont pas très agréables, mais elles correspondent à la réalité et il serait d'un aveuglement criminel de fermer les yeux sur ces faits.

4) La politique de Hitler est la politique de l'impérialisme agressif. La politique de Staline est la politique de l'auto-préservation d'une nouvelle caste privilégiée. Hitler cherche l'amitié de l'Angleterre. Staline cherche une alliance militaire avec la France et, à travers la France, un rapprochement avec l'Angleterre. Si ces plans ne réussissent pas, une union de Hitler avec Staline deviendra non seulement une possibilité, mais inévitable... si toutefois Hitler et Staline sont encore au pouvoir à ce moment. Je ne le garantis pas.

5) Le parti bolchévique, dans les années de la guerre civile, considéra la terreur comme une arme temporaire inévitable, liée, comme le montre l'histoire, à toute révolution. Le but de cette terreur était de libérer le pays des vieilles chaînes, de l'esclavage et de nettoyer la voie pour le développement d'une société socialiste.

La terreur actuelle de la bureaucratie soviétique a un caractère réactionnaire, non révolutionnaire. Son but : aider à la formation d'une nouvelle classe dirigeante, et avant tout, préserver la toute puissante bureaucratie soviétique de toute opposition, de n'importe quelle critique.

6) La question de mon retour en U. R. S. S. n'est pas une question personnelle. Je ne peux pas remplacer Staline, à la tête de l'appareil d'Etat actuel, qui a un caractère complètement réactionnaire, dirigé contre le peuple. Mais j'espère fermement que les peuples de l'U. R. S. S., qui ont accompli trois révolutions dans ce siècle, trouveront une méthode pour en finir avec le despotisme de la bureaucratie stalinienne et nettoyer le chemin pour un développement socialiste libre. Toute mon activité est dirigée vers ce but.

L. TROTSKY

17 Août 1937

Réponses aux questions de M. Macknight de l'Associated-Press sur la Situation en Extrême-Orient.

1. — A l'heure présente, une victoire décisive du Japon sur la Chine signifierait : la Grande-Bretagne jetée hors de Chine, la porte hermétiquement close aux États-Unis, et une menace directe envers l'Extrême-Orient soviétique, puis, à une prochaine étape, une menace envers l'Indochine française et les îles appartenant à la Hollande. Cependant, je ne crois pas que ce plan puisse être exécuté. Comme je l'ai écrit maintes fois durant ces dix dernières années, la première guerre importante se terminera pour le Japon par la catastrophe sociale la plus grave.

2. — L'Empire du Mikado porte en lui-même toutes les contradictions sociales qui, en leur temps, firent exploser l'Empire du Tzar : des rapports agraires semi-féodaux ; une monarchie de « droit divin » ; l'extrême misère du peuple ; pour l'industrie, un marché intérieur des plus restreints ; une monstrueuse augmentation du budget militaire, une caste militaire qui reflète toutes les contradictions internes du pays, etc., etc., etc.

3. — Les masses de soldats japonais reflètent le profond mécontentement des ouvriers et paysans japonais. Au début de la guerre, la vague chauvine emportera, comme toujours, l'armée entière, mais le choc en retour, ne se fera pas longtemps attendre.

4. — La Grande-Bretagne n'a pu, au xx^e siècle, vaincre l'Inde ; au contraire, elle est sur le point de la perdre. Le Japon n'est pas la Grande-Bretagne. La Chine est plus forte que l'Inde. L'impérialisme japonais paiera de sa tête son aventure en Chine.

5. — Staline conduit à l'heure actuelle une guerre civile contre le peuple. Dans toutes les sphères de la vie publique — dans l'économie, dans l'armée, dans la littérature, etc., etc. — le mécontentement des masses contre la caste bureaucratique démoralisée s'est exprimé par la voix des représentants les plus honnêtes, les plus doués, les plus capables d'une pensée critique. Au moyen de la Guépéou, Staline poursuit leur extermination systématique. La bureaucratie est devenue le principal obstacle au développement économique et culturel du pays. Les têtes de Phyre du mécontentement deviendront sans cesse plus nombreuses. Le régime de Staline est condamné. Les multiples informations récemment parvenues de Moscou, censurées ou non, s'efforcent de prouver que la saignée a renforcé la position de Staline. Les auteurs de ces informations ou ne comprennent rien, ou comprennent trop.

La politique extérieure de Staline est dictée non pas par les intérêts de l'URSS, mais par le souci de l'autoconservation de la caste dirigeante. Staline bat en retraite et continuera à battre en retraite. La guerre matera la caste bureaucratique dirigeante. Cependant, je ne doute pas que l'URSS sorte victorieuse d'une guerre en Extrême-Orient.

L. TROTSKY.

Coyoacan, 20 Septembre 37.

Réponses à l'United-Press (Mexico).

Q. — M. Trotsky pense-t-il que les Soviétiques disposent de preuves précises contre les sous-marins italiens ?

R. — Je ne sais si les Soviétiques ont une preuve formelle de l'activité des sous-marins italiens. Mais il y a

des preuves suffisantes dans la coïncidence des paroles de Mussolini, de ses plans généraux, de son activité en Espagne, de son arrogance qui croît avec l'impunité.

Q. — Considérez-vous comme imminente une guerre italo-russe ? Ou bien Staline essaie-t-il de mettre dans l'embarras les nations capitalistes de l'Europe ?

R. — Je ne crois nullement qu'une guerre italo-russe soit imminente. Elle est d'ailleurs à peine concevable, sinon comme un complément d'une guerre russo-allemande. Je ne crois pas non plus que Staline désire mettre dans l'embarras les nations capitalistes de l'Europe. Au contraire, il cherche par tous les moyens à s'imposer à elles comme le ferme pilier du *statu-quo* et de l'ordre établi. C'est précisément pourquoi il joue, avec le mandat tacite de l'Angleterre et de la France, le rôle de gendarme dans la révolution espagnole.

Q. — Que pensez-vous de l'éventualité d'une intervention de la Russie en Extrême-Orient ?

R. — L'oligarchie de Moscou est tout-à-fait absorbée par la guerre civile contre l'élite du peuple russe. C'est pourquoi elle ne peut s'engager dans une guerre extérieure. Staline a déjà capitulé maintes fois devant le Japon. Il capitulera devant Mussolini. Il reculera jusqu'à l'extrême limite du possible. Les menaces proférées par des diplomates soviétiques sont destinées uniquement aux manchettes de la presse soviétique, de même qu'à ceux de la presse de l'Espagne gouvernementale.

L. TROTSKY.

Coyoacan, le 13 Septembre 37.

Réponse à M. Rodman de "Common Sense"

L'économie socialiste repose sur le principe de la « liaison » nationale et internationale, et exige de ce fait un équilibre rigoureux entre toutes les branches d'industrie. Ce qui pré suppose une centralisation scientifique de toute l'économie. L'anarchisme (forme extrême du libéralisme), qui repousse la centralisation, entre ainsi en conflit avec les exigences fondamentales de l'économie. Seul un degré de centralisation plus élevé peut garantir le plein développement des forces productives. Les possibilités dans cette voie sont illimitées. Le revenu national augmentera de 10, 50, 100 fois et plus, en comparaison avec le revenu national des pays capitalistes les plus riches.

Sur cette nouvelle base technique et économique, la personnalité humaine, libérée du souci humiliant de se « garnir l'estomac », atteindra sa pleine maturité. Chacun aura à sa disposition quantité de matières premières et d'énergie électrique (ou d'autre forme d'énergie d'un niveau plus élevé), pour faire œuvre créatrice dans tous les domaines : technique, science, sculpture, peinture, etc., etc. Nous pouvons prévoir qu'à ce moment, le travail manuel se développera dans les sphères élevées d'une société socialiste ; toutefois, non plus comme une tâche de demi-esclave, mais comme un *art*, avec l'aide de la puissance scientifique et technique.

Les réactionnaires rêvent du maintien de l'artisanat actuel. À l'ordinaire, ils masquent leur but par des considérations esthétiques. En fait, ils tentent de prolonger la vie de la petite bourgeoisie utilisée comme base sociale par le grand capital. Parfois, ces messieurs se mettent à couvert derrière des sentences « socialistes ». Comme on sait, c'est de telles tendances que s'est nourri le fascisme qui a exalté l'artisanat, a flatté la petite bourgeoisie et la paysannerie, les a dressées contre le prolétariat, et en a fait ses troupes de choc au service du capital financier.

L. TROTSKY.

Coyoacan, 22 Septembre 37.

Après les élections Cantonales

OU EN EST LA LUTTE DES CLASSES EN FRANCE

par Jean ROUS

Voici la situation française à un nouveau tournant de l'expérience déclinante du Front Populaire :

Il est caractéristique que plus aucun politicien démocrate, qu'il s'intitule socialiste ou communiste, ne vient maintenant nous rabattre les oreilles avec la grande « prospérité » qu'il fallait attendre de l'expérience Blum, et avec la tentative du « Front Populaire » de ranimer le capitalisme pourrissant. Ces messieurs ne chantent plus la leçon de la « prospérité renaissante ». Ils gémissent, s'excusent, s'accusent mutuellement.

À la vérité, on voit maintenant, d'après les seuls chiffres publiés par l'*Humanité* elle-même en quoi consista cette période de « prospérité ».

Il est incontestable qu'à la faveur de la dévaluation et qu'en augmentant de 30 ou 40 % leurs bénéfices, sous prétexte de tenir compte des charges sociales, Messieurs les capitalistes ont accru leurs profits spéculatifs. Mais, la Classe ouvrière ? Même l'optimiste Raynaud, Secrétaire général des syndicats de la Seine est contraint maintenant de démontrer, avec six mois de retard, que l'augmentation du coût de la vie de 40 à 50 % a amplement dépassé les augmentations de salaires, d'une moyenne de 16 %, que les travailleurs avaient imposé, non seulement aux capitalistes mais encore au Gouvernement par les grèves de Juin.

Ce qui est symptomatique, dans la situation présente, c'est surtout la tendance à l'aggravation : le prix de la vie ne cesse d'augmenter, par exemple l'indice passe de 615 en août à 642 en septembre.

Le chômage a aussi une propension à l'augmentation. La dernière semaine d'Octobre voit 1.776 chômeurs inscrits de plus. Sans doute le nombre de chômeurs a diminué depuis un an de 10.000 mais on observe actuellement la remontée rapide du chômage partiel. Ainsi dans les entreprises, auxquelles la semaine de 40 heures est applicable, il passe de 4,92 % à 9,42 %. Comment en serait-il autrement, puisque les patrons ont appliqué les 40 heures en accroissant l'effectif employé non de 40 %, ainsi que le déclare Léon Blum, mais d'une moyenne de 4 à 5 %. Comme, par les soins de Monsieur Spinasse et de son continuateur Bonnet, la rationalisation (c'est-à-dire la productivité individuelle de l'ouvrier) a été augmentée il s'ensuit que Messieurs les patrons peuvent passer aux licenciements.

Nous constatons, d'autre part, qu'au premier Septembre la proportion des ouvriers des grandes entreprises ne faisant pas 40 heures a été de 20,70 % dans le textile, 18,85 % dans les cuirs et peaux, 14,40 % dans le vêtement, 12,26 % dans le bois, de 7,22 % dans les métaux. Messieurs les patrons se soucient d'abord de leurs bénéfices. C'est pourquoi ils torpillent les 40 heures, fut-ce au détriment de leur propre production, laquelle se trouve actuellement à un niveau général plus bas qu'en avril 1936. En effet, à cette date, considérée comme le point de départ de la reprise, l'indice général était de 101. Il a atteint 105 en avril 1937 mais depuis, nous observons les baisses suivantes : 104 en mai 1937, 102 en juin 1937, 91, en août, à un chiffre inférieur à celui de l'an dernier. De telle sorte qu'il est maintenant évident que les efforts de la coalition de Messieurs Chautemps-Blum et Thorez ont eu non seulement pour résultat d'abaisser le niveau de vie des masses travailleuses, mais qu'en outre ils n'ont même pas apporté au régime du capitalisme pourrissant une amélioration notable, des forces productives, indépendamment du fait qu'ils ont accru les bénéfices spéculatifs des capitalistes eux-mêmes.

Les mêmes observations pourraient être confirmées par le déficit catastrophique du commerce extérieur (près de 2 milliards en moyenne par mois) et les moins-values fiscales qui ont dû être avouées, d'ailleurs, par Monsieur Auriol lui-même.

Ce bref tableau de la situation économique en France doit être complété par les symptômes tout à fait indiscutables de nouvelle crise mondiale que révèle la tension boursière à New-York et à Londres qui a eu pour conséquence la baisse accélérée du franc, ainsi que la chute brusque des prix des matières premières.

Les gros Capitalistes de New-York et de Londres ont vu accroître leur production à un niveau voisin de 1929 mais ce fut principalement un accroissement de production pour les marchandises militaires et pour la guerre, en un mot, pour l'exécution du plan de réarmement. Par suite, cet accroissement est limité par la constance du plan de réarmement lui-même. Or, ainsi qu'en témoigne la nervosité sur les marchés de Londres et de New-York, nous nous trouvons bien en présence des mêmes signes qui ont déclenché la crise mondiale de 1929. Cette fois-ci, nous pouvons dire : ce sera une crise autrement grave dans son ampleur et dans ses répercussions.

C'est à ce moment même que le capitalisme français s'efforce péniblement, à son tour, dans la voie de la « prospérité ». Il nous montre comment il entend cette « prospérité » : augmentation de la production par l'abaissement du niveau de vie des masses ; hausse spéculative du coût de la vie ; impôts Bonnet-Chautemps contre les pauvres ; torpillage des quarante heures ; « aménagements » de Messieurs les Radicaux ; enquête sur la production.

D'autre part, en présence de la crise mondiale, rebondissante, il veut tenter de se protéger par des mesures d'autarchie, et renforcer ses barrières douanières.

En un mot, toute sa situation interne le pousse à des solutions de force contre les masses travailleuses dans le seul but de conserver ses profits.

Comment, dans ces conditions parler encore d'une « reprise », d'une ramification économique ? Nous abandonnons à ces rêves lointains Messieurs les Médecins du capital Blum, Jouhaux, Thorez et Cie.

— Mais, dira-t-on, à l'occasion de la consultation électorale les masses se sont à nouveau prononcées pour le Front Populaire. C'est exact. Il faut même ajouter : elles se sont prononcées pour le Front Populaire malgré la plus retentissante faillite, et malgré les plus pénibles désillusions. En ce sens, il faut d'ailleurs convenir que le verdict électoral a un caractère progressif. Il signifie que les masses rendent responsables de la faillite non pas les laquais de l'impérialisme ceux qui ont capitulé devant lui, mais l'ennemi impérialiste lui-même : le mur d'argent, la Réaction fasciste, le Sénat, etc...

Mais il serait faux d'interpréter le vote pour le Front Populaire comme une promesse de stabilité pour ce front populaire, sous peine de confondre les statistiques avec la réalité autrement complexe et même en l'occurrence à l'opposé tout au moins dans sa dynamique.

En effet, que voyons nous ? : Un gain de 200.000 voix, en faveur des radicaux, une avance des socialistes au détriment des radicaux dans certaines couches de la paysannerie, le maintien, dans l'ensemble, des votes socialistes et communistes et, dans le clan fasciste, une sélection commençante au détriment des vieux partis conservateurs, et au profit du P. S. F. et du P. P. F.

Le gain des radicaux doit être examiné en fonction de la réalité concrète. Si on se bornait à l'arithmétique, on pourrait dire : nous avions prévu que la crise sociale engendrerait l'effondrement des radicaux. Or les radicaux ont gagné quelques voix, donc la crise sociale et politique s'atténue et ira s'atténuant. Malheureusement, les choses ne sont pas aussi simples. Ce qu'il faut voir, cette fois-ci, c'est que le gain radical est, à sa manière, un symptôme de l'accentuation durable de la crise sociale et politique ; en effet, ainsi que le « Populaire » lui-même a dû le signaler ; dans tous les cas où elle a pu le faire, la réaction fasciste a certes appuyé électoralement de toutes ses forces le parti radical, tout comme elle appuie ce parti dans la sphère gouvernementale en le poussant contre les socialistes et les communistes. A l'intérieur du parti radical lui-même, la bourgeoisie sous l'effet des luttes ouvrières

de Juin, s'oriente vers les formules de combat, c'est-à-dire vers la réaction. D'où la difficulté de plus en plus grande de discerner sous l'étiquette de radical, ainsi que le signale comiquement le « Temps » dans la statistique électorale, ce qui est typiquement réactionnaire et même P. S. F., de ce qui est « Front Populaire ».

Le Parti radical a bénéficié, très provisoirement, de la force que lui prête la réaction fasciste, pour lutter à l'intérieur du F. P., contre les ouvriers socialistes et communistes. Mais cette force on doit la mettre en définitive, non au compte du radicalisme traditionnel, de la « démocratie », mais du camp réactionnaire tout court.

Au fond, il en est de la soi-disant stabilisation que proclame Chautemps-Blum et Cie ni plus ni moins que de la fameuse radicalisation, prêchée par Cachin, Monmousseau et consorts, au temps de la troisième période... Cette « stabilisation » n'a de valeur et de signification qu'en fonction des faits concrets. Or, les faits concrets c'est la bagarre y compris la bagarre électorale, entre socialistes et radicaux, ces derniers appuyés par la réaction. Les faits concrets, ce sont les ouvriers communistes qui sifflent Chautemps-Bonnet — et manifestent une colère croissante à l'égard de leurs collaborateurs Blum et Cie... Les faits concrets, c'est la volonté de combat anti-ouvrière et anticommuniste manifestée au congrès radical de Lille. C'est la motion financière dite motion Roche-Potutt, approuvée par le gauche « F. P. » Pierre Cot, qui reprend à son compte tout le plan du patronat de combat contre la classe ouvrière.

Dans toute la perspective, la situation électorale et la « stabilisation » de l'influence du Front Populaire ne sauraient donc être appréciées qu'en fonction des craquements dans le Front Populaire lui-même, qu'en fonction de la hausse vertigineuse et ininterrompue du coût de la vie, des premiers signes de la crise mondiale et surtout en fonction des luttes sociales renaissantes.

En effet, les travailleurs complètement spoliés avec leurs contrats collectifs réduits en lambeaux, les salaires notablement diminués, par rapport à Juin 1936, les 40 heures menacées, veulent non pas la stabilité, mais la lutte. De plus en plus, ils exigent, non pas que « cela dure », mais que « cela cesse ».

A l'assemblée générale de la métallurgie, une bonne moitié des délégués a manifesté son hostilité au mot d'ordre d'une simple action démonstrative et exprimé ainsi la volonté de se lancer dans un mouvement d'envergure. Les gars du bâtiment, avertis par l'expérience de Juillet et sachant ce que valent les actions démonstratives par quoi les dirigeants ouvrent la soupape de sûreté, veulent, eux aussi, autre chose que de simples et solennels avertissements. Les fonctionnaires qui n'ont recueilli qu'une misère accrue de ce gouvernement, pour lequel ils avaient voté, veulent la lutte, pour imposer 150 francs d'indemnité supplémentaires.

Il est vrai qu'à la volonté de lutte des masses, la direction « syndicaliste », « socialiste », « communiste », coalisée avec les radicaux, oppose un plan pour empêcher la lutte des masses, c'est-à-dire un plan qui s'emboîte sur celui du patronat.

Quelles peuvent être, dans les conditions actuelles, les ressources, et possibilités de durée, de la politique conciliatrice ? Jusqu'à quel point l'Etat Major du Front Populaire réussira-t-il à empêcher et à freiner la lutte ? Cela, on ne peut le dire par avance. Ce que nous savons, c'est que toute la situation objective (prix de la vie, craquements au sein du Front Populaire, impatience croissante des ouvriers et des paysans) pousse vers la lutte et c'est sur la base d'une telle situation que nous basons notre perspective et nos mots d'ordre de lutte, que nous y préparons l'avant-garde et par son intermédiaire, toute la classe ouvrière.

Que sera cette lutte ? Quelle nature, quel caractère revêtira ce nouveau grand conflit social ? Dès maintenant, les symptômes des conflits partiels de la période de contre-pression, issue de la révolution brisée de Juin permettent de le voir, dans les traits les plus généraux.

Dans le camp ennemi, un patronat renforcé et unifié, dans ses syndicats enrichis par de fortes cotisations ; ayant à sa disposition des bandes de provocateurs et de jaunes baptisés du nom pompeux de « syndicats professionnels ».

Les liges fascistes « dissoutes » apportant leurs contributions de police auxiliaire, les radicaux venant à la rescousse, avec tout l'appareil policier gouvernemental, dont ils se servent non seulement à l'extérieur, mais aussi à l'intérieur du front populaire, par l'ennemi de leurs hommes de confiance de la police, de l'administration.

Dans le camp ouvrier, une impatience et une volonté de combat stimulés par le ressentiment des brimades, des provocations et des capitulations, qui ont caractérisé la période écoulée, la volonté d'aller jusqu'au bout et d'en finir avec l'exploitation. Entre les deux camps, Messieurs les chefs syndicalistes et cégétistes, suspendus avec la volonté de concilier des contradictoires qui s'éloignent chaque jour davantage, et qui finalement brisent la lutte, lorsqu'ils n'ont pu l'empêcher.

Dans une telle situation, notre parti a eu le souci de contribuer à donner à la classe ouvrière une juste tactique d'organisation et d'unification des luttes. C'est là l'origine de ses mots d'ordre de congrès de délégués, de comités, de congrès de comités, de plan de préparation de l'occupation de masse généralisée. Cette préoccupation se traduit à l'échelle plus générale

dans le mot d'ordre du front unique prolétarien, d'alliance de combat des ouvriers et des paysans, sur le terrain de classes, au lieu du bloc avec l'exploiteur par l'entremise des radicaux. Le P. O. I. a aussi voulu apporter à cette lutte la clarté dans les objectifs politiques : d'où un choix précis des revendications immédiates (conventions nationales, contrôle sur l'embauche et la débauche, échelle mobile) reliées au mot d'ordre central de toutes les périodes aigües de sabotage, de manœuvres, d'exploitation accrue : *Contrôle ouvrier sur la production.*

Enfin, en utilisant tous les enseignements concrets de la faillite Blum-Chautemps et Cie (instabilité des réformes dans le capitalisme pourrissant, caractère de renforcement capitaliste des mesures étatiques, soi-disant dirigées contre les privilèges, vanité de la dissolution du Fascisme, par les méthodes de l'état bourgeois, etc...) le P. O. I. explique patiemment la nécessité pour les travailleurs de prendre le pouvoir entre leurs mains, c'est-à-dire de briser la machine capitaliste et de lui substituer le nouvel état des comités, Ouvriers, paysans et soldats.

Cet ensemble de tâches politiques, liées à notre perspective et ces mots d'ordre ont été précisés à notre congrès. Ce qui importe, c'est de voir, en conclusion de cette rapide analyse d'ensemble de la situation, c'est que le rôle de notre jeune parti, son renforcement, sa cohésion politique et organisationnelle, sont aujourd'hui plus indissolublement liées que jamais, avec les intérêts immédiats et fondamentaux de la classe ouvrière, avec le sort de son combat actuel.

Comment empêcher la démoralisation de la défaite totale ? Comment faire en sorte qu'au travers même de la défaite surgisse une avant-garde renforcée, qui se servira de la défaite elle-même pour préparer la revanche, comment enfin mettre du côté de la classe ouvrière les plus grandes chances de victoire ?

A ces questions qui tiennent compte de toutes les alternatives possibles du combat, mais qui n'écludent nullement le combat inéluctable lui-même, tout militant honnête, tout ouvrier révolutionnaire doit faire la réponse suivante : *En renforçant les rangs de la Quatrième Internationale en France et dans le monde.*

Paris, le 5 Novembre 1937.

Jean Rous.

Les chimères d'une république européenne, d'une paix perpétuelle sous une organisation politique, sont devenues aussi grotesques que la phraséologie de l'union des peuples sous l'égide de la liberté universelle du commerce... La bourgeoisie a dans chaque pays ses intérêts spéciaux et ne peut pas, puisque l'intérêt est sa valeur suprême, dépasser la nationalité... Mais les prolétaires sont dans tous les pays en présence d'un seul et même intérêt, d'un seul et unique ennemi, d'un seul et unique combat ; les prolétaires sont déjà, en grande

partie, naturellement exempts de préjugés nationaux, et toute leur culture, tous leurs mouvements sont essentiellement humanitaires, antinationaux. Les prolétaires seuls peuvent abolir la nationalité, le prolétariat qui s'éveille peut seul permettre aux nationaux de fraterniser...

K. MARX.

Das Fest der Nationen in London 1846.

LA LUTTE CONTRE LE GUEPEOU

par Pierre NAVILLE

Les organisations de la IV^e Internationale trouvent actuellement devant elles un ennemi d'un caractère particulier : c'est la Guépéou (Sureté Générale rattachée au Commissariat des affaires intérieures russes), instrument raffiné de répression et de provocation contre le prolétariat révolutionnaire à travers le monde. Le problème de la lutte contre cette police secrète est avant tout un problème politique. Les questions techniques de défense contre cette institution contre-révolutionnaire viennent au deuxième rang. Ils doivent évidemment retenir toute l'attention et les soins nécessaires de la part de n'importe quel parti ouvrier. Mais cette défense n'a de sens que si elle est liée à la lutte pour le programme et l'organisation du parti révolutionnaire (c'est-à-dire véritablement communiste). Au fond, l'action de la Guépéou rentre comme une composante dans les plans du capitalisme. C'est pourquoi la défense contre ses provocations liée à la lutte contre le capitalisme et dépend d'elle.

C'est depuis deux ans que les entreprises policières de Staline ont attiré l'attention des plus larges cercles de l'opinion publique : les Procès de Moscou, provocation et falsification policière monstrueuse, ont servi à décapiter tout le vieux parti bolchévique. Mais Staline ne veut pas s'en tenir là. Les procès et persécutions contre le POUM, les anarchistes et les bolchéviks-léninistes en Espagne, l'assassinat de Reiss, les dénonciations en Chine, Indochine, etc... ont révélé l'action provocatrice de la Guépéou à l'échelle internationale. A proprement parler, l'objectif décisif de la bureaucratie russe est d'empêcher l'organisation du parti ouvrier à l'échelle internationale. En France, la chose est claire : la tâche de la Guépéou est la collaboration avec la bourgeoisie française pour essayer de tuer dans l'œuf le P.O.I. C'est ce que Staline appelle « écraser le trotskysme ». Ses moyens sont maintenant assez largement connus : la répression pogromiste, la provocation, la calomnie policière, l'assassinat. Les stipendiés de Staline craignent comme la mort le développement de notre parti ; c'est pour cela aussi qu'ils craignent le front unique ouvrier, qui serait le plus puissant facteur de développement du parti. La lutte commune de tous les ouvriers dans l'usine leur fait peur parce qu'elle sape à la racine les plans et provocations ourdies dans les salles de rédaction, les salons véreux, les officines et couloirs ministériels divers, sous le couvert du Front Populaire, contre le prolétariat révolutionnaire et communiste.

Ce développement de la lutte des chefs staliniens ne nous surprend pas. Il fut prévu et annoncé par nous depuis 10 ans, en détail. Il y a 7 ans, le Secrétariat International provisoire de l'Opposition de Gauche publiait « un avertissement nécessaire » (*Bulletin International* n° 2, p. 16) à ce sujet. En voici quelques extraits significatifs qu'il est bon de reproduire aujourd'hui :

« Cette lutte (de la fraction stalinienne... contre les bolchéviks-léninistes) prend et prendra des formes différentes, qu'on peut réduire aux trois formes principales suivantes : a) la répression physique ; b) la calomnie et c) la provocation. La répression physique mène en U.R.S.S. aux assassinats légaux des bolchéviks-léninistes... Dans d'autres pays on n'en est pas encore arrivé aux crimes, on se contente, en attendant des « descentes » et des bagarres. La calomnie prend à son tour des formes différentes en gardant invariablement son caractère de lâcheté... Les journaux soviétiques ont parlé de sabotage « trotskyste » des chemins de fer et de préparation de catastrophes de trains par eux. Des nouvelles semblables, fabriquées sous la direction immédiate de Staline (dans ce domaine il est particulièrement fort), sont lancées systématiquement dans la circulation. — La troisième forme de lutte — la provocation — est considérablement facilitée par ce fait qu'il s'agit de membres du même parti... Il est certain qu'au fur et à mesure de la croissance de l'opposition internationale, ces méthodes de provocations seront appliquées de plus en plus largement envers d'autres sections nationales. Ici s'ouvre un vaste champ de dangers. Staline a déjà démontré que dans sa lutte contre l'opposition de gauche, il ne s'arrête devant rien. Entre autres, devant le bloc avec la diplomatie et la police bourgeoise... Ainsi, l'opposition s'expose de plus en plus aux coups simultanés et parfois conjugués des agents de Staline et de la police bourgeoise. »

Les exploits de Staline ont, depuis cette époque, décuplé en monstruosité, mais ils ne se sont pas écartés des types déjà dénoncés par nous en 1930 : la répression physique, la calomnie, la provocation.

Après les procès de Moscou, en Mars 1937, Staline posa dans un discours le problème : « comment accomplir pratiquement la tâche consistant à écraser et à extirper les agents nippono-allemands du trotskysme ? » (*Pour une formation bolchévique*, p. 44). Et il donna tout de suite les règles nécessaires : 1° considérer le « trotskysme » non comme un courant ouvrier, mais comme une « bande d'espions », 2° préparer sa suppression par la voie physique : pogroms, emprisonnements, assassinats. Le présidium du C.E. de l'I.C. fut mis en demeure de voter une résolution (publiée dans la *Correspondance Internationale* du 11 septembre 37, p. 890), qui étend ces directives à tous les partis nationaux de l'I.C., convertis en autant de sections étrangères de la Guépéou (au moins dans leurs cadres dirigeants.)

Cette déclaration indique que le rôle (?) joué par le « trotskysme » « exige de la part des sections de l'I. C. une attention d'autant plus grande que le mouvement ouvrier de ces pays ne dispose pas, contre les espions et provocateurs trotskystes des moyens de défense de l'Etat prolétarien ». En langage clair : le Parti français ne disposant ni de prisons, ni de pelotons

d'exécution à lui, la Guépéou lui rendra service en travaillant pour son compte ; ainsi fit-elle en Espagne, en France, en Tchécoslovaquie, sous la direction immédiate de Staline. La résolution exige en outre que le parti communiste organise « un cours spécial de lutte contre le fascisme et son agence trotskyste », ce qui signifie, en langage clair, une école de provocateurs et de tueurs, à l'image des écoles analogues en honneur dans toutes les polices capitalistes du monde. Elle conclut en enjoignant à toutes les sections « de discuter et d'étudier la présente décision (sic) à tous les échelons du parti, depuis les organismes supérieurs (Bureau politique, Comité Central) jusqu'aux organisations de base. »

Depuis cette « décision », les colonnes des feuilles staliniennes sont encombrées de rubriques anti-trotskystes, de révélations de pseudo-complots, de rapports policiers sur nos organisations dans tel ou tel pays. Parallèlement, la Guépéou et ses agents ont redoublé d'efforts pour « exécuter » les décisions. D'ailleurs, dans leur zèle contre-révolutionnaire, ils englobent tout ce qui ne se soumet pas au « père des peuples » : socialistes, centristes, syndicalistes, anarchistes, intellectuels honnêtes ou effrayés, aussi bien que les bolchéviks-léninistes. En Espagne, arrestation et fusillade de centaines de camarades, assassinat de Berneri, de Nin ; enlèvement de Wolf, de Landau, etc... En France, préparation d'attentats. En Suisse, assassinat d'Ignace Reiss. En Tchécoslovaquie, provocation contre Grylewicz (maintenant relâché, bien que la Guépéou ait mis tous ses soins à cette provocation), sous la fausse accusation d'espionnage. Et tout cela, convergeant vers la préparation de l'attentat qui reste le but suprême de Staline : tuer Trotsky. En Roumanie, en Autriche, au Brésil, en Chine, partout, les agents payés « découvrent » des « bandes trotskystes ». Ils traînent dans la boue André Gide, Eastman, etc... Leur frénésie est la haine forcée du bureaucrate contre le mouvement ouvrier indépendant qui relève la tête.

Notre parti et notre mouvement international doivent prendre des garanties spéciales contre la réaction policière du stalinisme. En particulier, la mise à nu préalable des entreprises des *nervi*, qui sont toujours liées à quelque entreprise politique néfaste à la classe ouvrière. Il est aisé d'observer que Staline déclenche ses vagues criminelles chaque fois qu'il lui faut cacher aux yeux de son propre parti les conséquences de sa politique d'étranglement de la révolution. Les flots de sang du prolétariat espagnol servent à couvrir la trahison et la défaite des Négrin, Companys, Comorera et Cie. A chaque progrès du patronat et de la bourgeoisie française, les Duclos, Thorez, Kondratief et Cie lancent leurs gaz toxiques contre le P.O.I.

Pour ce qui est du principe, nous avons déjà défini plus d'une fois notre point de vue sur l'importance de la discipline dans un parti ouvrier. De l'unité dans les actes, avec la liberté de discussion et de critique, voilà notre définition. Cette discipline est la seule digne du parti démocratique de la classe

C'est pourquoi la lutte du parti ouvrier est devenue, dans une large mesure, une lutte contre la police politique. Dans une certaine mesure, son action, ses formes de travail, sa mobilité et son énergie doivent être adaptés à cette tâche. Dans les pays capitalistes, le mouvement de la IV^e Internationale trouve en face de lui, confondus, les agents staliniens et la police. En Autriche, Allemagne, Grèce, Chine, etc... les cas de militants ouvriers de la IV^e Internationale dénoncés, vendus, etc... sont considérables. La même chose se produit maintenant en Indochine, bien que la main du Gouverneur Général — exécuteur aux ordres de Moutet, Blum, Thorez et Cie — se refuse à choisir entre travailleurs partisans de la 3^e ou 4^e Internationale. On sait, qu'avant d'exécuter Reiss, les agents de la Guépéou avaient envoyé à la police suisse et française des lettres le « dénonçant » comme révolutionnaire. En France, Salengro, puis Dormoy (sans parler du 2^e Bureau) ont été abondamment fournis de « preuves » contre nous. Dans les pays démocratiques, cette collaboration se fait plus officiellement, plus ouvertement, grâce au Front Populaire. Le Front Populaire devient l'instrument rêvé pour servir de couverture aux machinations policières de Staline. Les radicaux français ont en cela une tradition excellente, de Clémenceau à Sarraut.

La bureaucratie stalinienne attend de cette politique un premier résultat : isoler l'avant-garde. Dès 1927, Trotsky avait vu clairement le danger : *Staline veut tirer un trait de sang entre les bolchéviks et la masse ouvrière*. Comme pour toute bureaucratie réactionnaire, il s'agit de briser le front unique de lutte. Pour cela, il utilise les provocations et les crimes. Sa technique n'est d'ailleurs pas nouvelle. Elle est toute entière empruntée à la bourgeoisie ; seulement elle est perfectionnée et ses visées sont plus vastes.

Mais notre parti ne tombe pas dans ce piège. Nous nous défendrons avec toute la rigueur nécessaire contre les provocateurs et les assassinats, mais en même temps, nous élargirons inlassablement nos efforts pour l'action commune avec les ouvriers staliniens et communistes. Nous nous adresserons aux camarades du P.C. Les menaces des chefs ne nous empêcheront pas de nous adresser aux organisations, même dirigées par ces chefs. Nous réintroduirons dans la classe ouvrière les qualités fondamentales qui ne peuvent jamais être totalement éteintes dans le prolétariat révolutionnaire : la loyauté, la liberté de critique, l'intransigeance doctrinale. L'Okhrana toute puissante n'a pas pu empêcher le flot révolutionnaire de monter. La Guépéou stalinienne ne pourra pas plus enrayer l'avance mondiale de la révolution socialiste.

Pierre NAVILLE.

d'avant-garde. La force de la classe ouvrière réside dans l'organisation. S'il n'y a pas organisation des masses, le prolétariat n'est rien. S'il est organisé, il est tout. L'organisation se traduit par l'unité d'action, par l'unité dans toute la conduite politique.

LÉNINE. Novembre 1906.

LES ÉTAPES DE LA RÉVOLUTION CHINOISE

par H. HIC

L'agression de l'Impérialisme nippon contre la Chine a donné un nouvel essor au mouvement national et révolutionnaire en Chine. La volonté révolutionnaire des ouvriers et des paysans pauvres se fraiera un chemin, car seule elle est capable d'assurer la victoire du peuple chinois contre l'impérialisme, seule elle est capable de résoudre les tâches de la révolution bourgeoise. C'est pourquoi il convient de tirer les leçons des phases antérieures de la révolution chinoise. Nous ne pouvons le faire dans le cadre de ce court article ; nous nous contenterons de donner ici les dates essentielles, ainsi que quelques citations caractéristiques opposant la politique suivie par Staline en Chine durant la période décisive de la révolution chinoise (1926-27) et la politique bolchévique préconisée, à cette époque, par l'opposition de Gauche. Pour une être de plus complète, nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage essentiel de L. Trotsky : « L'Internationale Communiste après Lénine » (Rieder éd.).

1894. — Sun-Yat-Sen fonde le Parti de la Révolution de la Chine, parti bourgeois progressiste.

1905. — Création du parti Tung-Men-Fu, démocratique, bourgeois et paysan (fondateur : Sun-Yat-Sen).

1911. — Fondation par Sun-Yat-Sen du Parti Révolutionnaire du Peuple, qui deviendra la base du Kuomintang actuel. Doctrine : 1) Nationalisme ; 2) Démocratie ; 3) Socialisme d'Etat. — La révolution chinoise balait la dynastie mandchoue, mais aboutit à la dictature militaire de Yan-Chi-Kaï, puis de Tuan-Chi-Jui. Le premier capitula devant les « 21 demandes de l'impérialisme japonais », le second était le jouet avéré de l'impérialisme japonais.

Le courant démocrate se divise en deux tronçons : Sun-Yat-Sen prépare le renversement militaire des agents de l'impérialisme japonais, avec l'aide de l'impérialisme mondial ; Tchen-Sou-Siou s'oriente dans la lutte contre les traditions millénaires de la Chine et crée la nouvelle culture chinoise. Son enseignement est à l'origine de la démonstration anti-japonaise des étudiants de l'université de Pékin (4 Mai 1919).

1920. — Création par Tchen-Dou-Siou du parti communiste Chinois.

1921. — Seconde Révolution Chinoise ; le Kuomintang s'empare du pouvoir, mais est impuissant à réaliser l'unification nationale et la révolution agraire.

1922. — Réorganisation du Kuomintang sur une base plus large. Entrée du P.C. dans le Kuomintang.

Janvier 1924. — L'appui des ouvriers et paysans étant nécessaire à la bourgeoisie pour mener à bien les tâches de la révolution bourgeoise, le Kuomintang est à nouveau réorganisé. La réorganisation provoque un mécontentement dans les couches réactionnaires de la bourgeoisie, en particulier à Canton.

Juin-Octobre 1924. — Le mécontentement bourgeois ayant abouti à une révolte (révolte des dragons), les ouvriers font une grève politique de 4 mois. Le Kuomintang liquide le soulèvement avec l'appui des ouvriers et paysans. Ces événements provoquent un afflux d'ouvriers et paysans pauvres dans le Kuomintang.

Juin 1925. — Début du mouvement de boycott anti-impérialiste, qui durera 18 mois et entraînera un nouveau renforcement de l'aile gauche du Kuomintang, en particulier du P.C. (Fin 1926, le P.C. et les J.C. comptent environ 30.000 membres, le Kuomintang 300.000). Le développement de la lutte révolutionnaire amène à un premier revirement de la bourgeoisie.

20 Mars 1926. — Tchang-Kai-Chek renverse, à Canton, le gouvernement du gauchiste Wan-Tin-Wei. Dans le Koum-Toung les bandes réactionnaires des *Min-Touan* dissolvent les ligues paysannes et désarment les paysans.

Juillet 1926. — A Ou-Tchau (Kouang-Si) des ouvriers en grève sont arrêtés et fusillés.

6 Août 1926. — Tchang-Kai-Chek ordonne le désarmement des travailleurs, et fait traduire devant la cour martiale les travailleurs qui ont fait usage de leurs armes contre les patrons.

Staline sauvera la bourgeoisie chinoise

Jusqu'à cette date, la politique de l'Internationale Communiste est le soutien inconditionné du K.M.T. Voici ce qu'écrivait Staline : « Les jeunes étudiants révolutionnaires, les jeunes ouvriers, les jeunes paysans sont une force qui peut faire avancer la révolutionnaire, les jeunes ouvriers, les jeunes paysans soumis à l'influence politique et organisationnelle du Kuomintang. » Le coup d'Etat de Canton n'apporte aucun changement à cette orientation. Shao-Li-Tsé, participe au 7^e Plénum du C. E. de l'I. C.

comme représentant du Kuomintang adhérent à l'I.C. à titre d'organisation sympathisante (Août 1926).

Octobre-Novembre 1926. — La répression continue. A Canton la troupe tire sur les cheminots en grève. A Ma-Tchin-Tan (Hou-Jich) dix paysans sont tués lors de la dispersion d'un rassemblement. Dans le Hou-nan le leader d'une organisation paysanne est pendu par la troupe.

Décembre 1926. — Tchang-Kai-Chek transporte le gouvernement à Ou-Han. Nouvelle offensive pour le désarmement des ouvriers. A Canton, le général Li-Ti-Tsin suspend le Comité Local du Kuomintang, en particulier les membres communistes, puis reçoit en grande pompe une délégation de l'I. C.

3 Janvier 1927. — Les masses populaires occupent la concession internationale de Han-Kéou. Le C.C. du P.C. chinois ne prend position que trois semaines plus tard sur cet acte important.

5 Janvier 1927. — Loi du comité du Kuomintang de Canton instituant l'arbitrage obligatoire. La droite poursuit son offensive. Il existe désormais deux gouvernements : Nankin (gouvernement de Tchang-Kai-Chek, qui entame des négociations diplomatiques secrètes avec le Japon, destitue les gouvernements en majorité communiste de Chan-Si et Fou-Tchang), et Ou-Tchang (gouvernement de gauche dans le plus gros centre industriel de la Chine).

Pendant deux mois, le C.C. du P.C. est incapable de prendre position dans ce conflit.

19-24 Février 1927. — Les ouvriers s'emparent du pouvoir à Changhaï.

21 Février 1927. — Violent discours pogromiste et anti-communiste de Tchang-Kai-Chek.

20 Mars 1927. — Gouvernement du Peuple à Changhaï, à majorité communiste. Tchang-Kai-Chek marche sur Shanghai.

Le gouvernement communiste n'entreprend aucun travail pendant une longue période parce que, disait-il, les bourgeois ne voulaient rien faire d'autre part, parce que le gouvernement de Ou-Han désapprouvait la composition de leur gouvernement. Son activité se borne à trois décrets, dont l'un prend des dispositions pour préparer une réception triomphale à Tchang-Kai-Chek... Au moment où l'armée se trouve aux portes de la ville, le général Say-O vient avertir le gouvernement du peuple des intentions de Tchang-Kai-Chek et offrir ses services. La direction du P.C. lui répond qu'elle savait qu'un coup d'Etat était en préparation et qu'elle ne voulait pas en arriver à un conflit prématuré avec Tchang-Kai-Chek. (1)

11-13 Avril 1927. — Coup d'Etat à Changhaï. Les ouvriers sont massacrés.

Mai 1927. — 8^e Plénum du C.E. de l'I.C. Résolution de la majorité. Le Plénum affirme que la tactique du bloc avec la bourgeoisie nationale, même

(1) D'après le rapport de Chitarov, délégué de l'I.C. en Chine, au 15^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S.

dans la période déclinante de la révolution était absolument correcte.

La révolution agraire est le fondement et le thème continu de la révolution bourgeoise démocratique en Chine. Le Kuomintang à Han-Kéou et le gouvernement de Han-Kéou sont le centre du mouvement révolutionnaire bourgeois démocratique. Les Soviets ne pourront être créés qu'après le renforcement du gouvernement de Han-Kéou, après le développement (par la bourgeoisie) de la révolution agraire. C'est l'alliance avec Chang-Tin-Wei et le Kuomintang de gauche. »

Thèses de l'Opposition : a) Dénoncer comme dangereuse toute forme de bloc dans lequel le P.C. sacrifie les intérêts des ouvriers et des paysans au but utopique de maintenir la bourgeoisie dans le camp de la révolution nationale, démocratique et populaire.

b) Rejeter catégoriquement toute forme de bloc dans lequel le P. C. cache son drapeau et sacrifie le développement de sa propre influence et de son autorité en face de ses alliés. c) Etablir le bloc sur la base de tâches clairement formulées et non sur l'équivoque, les manœuvres diplomatiques et l'hypocrisie. d) Etablir soigneusement les conditions et les Comités du bloc et les rendre publics. e) Le P.C. doit garder son entière liberté de critique et surveiller ses amis comme ses ennemis. f) Chercher davantage la liaison avec la petite bourgeoisie qu'avec ses chefs. g) L'alliance entre le P.C. et l'aile révolutionnaire du Kuomintang doit être non seulement maintenue, mais élargie et approfondie sur la base de comités de masse. « Qui parle d'armer les ouvriers, et les empêche d'édifier les Soviets, ne veut pas sérieusement les armer. »

La conséquence immédiate de l'orientation de la majorité fut l'entrée de deux dirigeants du P.C. dans le gouvernement de Han-Kéou, comme ministre du travail et ministre de l'agriculture. Durant leur passage au ministère ils ne promulguèrent pas une seule loi, et aidèrent à écraser les mouvements révolutionnaires paysans.

21 Mai. — A Han-Kéou et à Tchen-cha la « gauche » du Kuomintang passe à la répression contre les ouvriers et les paysans et instaure la dictature militaire. Le P.C., pour maintenir l'alliance avec la gauche, reste dans l'inaction ; ainsi à Tchen-cha il a suffi de 1.700 soldats pour réaliser le coup d'Etat. 20.000 paysans en armes marchent sur Tchen-cha ; le C.C. du P.C. leur adresse une lettre les invitant à éviter un conflit ouvert et à poser la question à Han-Kéou. Deux détachements, qui n'ont pas reçu l'ordre de retraite, continuent d'avancer sur Tchen-cha et sont anéantis par l'armée. Le pouvoir reste aux généraux de gauche. Les défaits des ouvriers et paysans se multiplient.

7 Août 1927. — Le Plénum du C.C. du P.C. adopte le cours vers l'insurrection. En effet, il estime qu'il faut considérer le mouvement révolutionnaire comme une montée continue (2), celle-ci, étant arrivée en

(2) Caricature stalinienne de la théorie de la révolution permanente, celle-ci répondant à un problème de la stratégie générale de la révolution prolétarienne, alors que la théorie de Staline et Lominadzé empêche de répondre au problème fondamental en matière de tactique révolutionnaire : savoir distinguer entre les périodes de flux et de reflux de la révolution.

Chine à son point de maturité. On ne tint pas compte du regroupement des forces qui s'opéra dans les rangs de l'ennemi lors de ce tournant. Les meilleurs détachements prolétariens étant successivement battus, on assiste à une sur-estimation du rôle des insurrections paysannes. Lors des divers mouvements insurrectionnels, on ne tint pas compte des conditions objectives, ni de la nécessité d'appliquer conformément à celles-ci des moyens de lutte différents. Le C.C. se laissa guider dans son estimation de la situation par un point de vue subjectif (3). Tchen-Dou-Siou, jugé responsable de la politique antérieure du C.C. est suspendu de ses postes responsables.

15 Décembre 1927. — Après l'expédition des armées de Ho-Lun et Yeh-Tin, l'orientation vers l'insurrection aboutit au putsch de Canton. Les ouvriers s'emparent du pouvoir sous le mot d'ordre : « A bas le Kuomintang. » Le gouvernement ouvrier exproprie les capitalistes chinois et étrangers, collectivise la terre, le Kuomintang est interdit. Le caractère putschiste de l'insurrection de Canton est fortement souligné par le fait qu'il n'existait pas de comités de masse à Canton et que le Soviet fut nommé par la direction du P.C. La « Commune de Canton » dure trois jours et est noyée dans le sang par Tchang-Kaï-Chek.

Février 1928. — Le 3e Plenum du C.E. de P.C. condamne le putschisme, mais affirme que l'ensemble de la situation en Chine pose le problème de l'insurrection. On enregistre, en effet, des victoires des « armées rouges » de Yeh-Tin et de Ho-Lun, la constitution dans la Chine du Sud de « Soviets » paysans (qui n'ont de Soviets que le nom).

L'opposition de gauche souligne, au contraire, la désagrégation du mouvement ouvrier (entre 1927 et 1929 les syndicats passent de 2.600.000 membres à 60.000 ; le P.C. perd la plupart de ses membres ouvriers) ; les masses paysannes entrent en lutte au moment où les ouvriers sont battus. Les communistes sont exécutés par milliers. Les défaites ouvrières amènent le retour à une « situation normale » dans la production, qui ouvre les perspectives d'un développement économique. La révolution reflue ; le P.C. doit mettre en avant des mots d'ordre démocratiques.

Juillet 1928. — Le VIe Congrès de P.C. abandonne pour la Chine l'insurrection armée comme mot d'ordre immédiat. Mais il rejette les tâches démocratiques et prend comme mot d'ordre central le mot d'ordre des Soviets.

Le développement économique qu'a connu la Chine de 1928 à 1937 est venu confirmer le pronostic des bolchéviks-léninistes. Il a permis à la bourgeoisie de jeter quelques miettes au prolétariat chinois, avant tout occupé à panser ses plaies. Le mouvement paysan, privé de la direction du prolétariat a à son tour reflué. Pour justifier son orientation, P.C. a dû mentir au prolétariat international sur l'armée rouge et les Soviets Chinois. Les armées rouges ne sont pas autre chose que des bandes paysannes mercenaires ;

(3) Résumé de l'auto-critique de la politique aventuriste de 1927-28 par le Comité régional (stalinien) du P.C. de la province de Kouang-Si.

les Soviets un gouvernement populiste de la paysannerie petite et moyenne, sans autorité, et qui n'a résolu aucune tâche de la révolution, pas même la question agraire. C'est d'ailleurs pourquoi les uns et les autres ont pu se fondre si facilement dans l'armée de Tchang-Kaï-Chek et dans l'Etat démocratique bourgeois.

Aujourd'hui le peuple chinois s'est, à nouveau, dressé pour défendre contre l'impérialisme étranger son indépendance nationale. Une nouvelle fois les généraux républicains négocient dans son dos avec l'impérialisme anglo-américain et l'impérialisme japonais. Seule la mobilisation des ouvriers et des paysans pauvres, dans les comités d'ouvriers paysans et soldats pour exproprier les capitalistes chinois et étrangers, pour donner la terre à qui la travaille, peut assurer la victoire sur l'impérialisme mondial. Pour la troisième fois Staline trahit les intérêts des ouvriers et des paysans pauvres de Chine en luttant pour le statu-quo impérialiste en Chine au plus grand profit du capitalisme international. La victoire n'est possible que sous le drapeau des Soviets ; le drapeau de la IVe Internationale c'est le drapeau des Soviets, en Chine et dans le monde.

H. Hic.

TCHEN-DOU-SIOU

Notre camarade Tchen-Dou-Siou a été libéré il y a quelques semaines de la prison où les bourreaux du Kuomintang le tenaient enfermé. Sa vie, mise en danger par Tchang-Kaï-Chek, est aujourd'hui menacée par les agents de Staline.

Voici quelques détails sur la biographie de notre camarade, empruntés pour la plupart à un article de *La Lutte de Saïgon*.

Tchen Dou Siou, qu'on a surnommé « le père du communisme chinois », fut la figure la plus éminente du mouvement révolutionnaire de ces 20 dernières années. Il est né en 1879 d'une riche famille de mandarins. Il eut une jeunesse studieuse et chez lui grandit rapidement la haine du conformisme et des classes exploiteuses. Il débuta dans le mouvement littéraire, édita des journaux et fut professeur d'enseignement secondaire. Il habita et étudia quelque temps au Japon et en France. A cette époque, la révolution était dirigée contre la dynastie mandchoue et était nationale et démocratique. La révolution de 1911 finit par un échec et l'établissement de la dictature militaire du Yuan-Chi-Kai puis de Tuan-Chi-Jui, qui furent tous les deux des instruments entre les mains du Japon.

Tchen-Dou-Siou se distinguait des révolutionnaires de cette époque qui voulaient renverser Yuan-Chi-Kai et son successeur par des complots militaires. Il chercha à gagner la jeunesse en se vouant au travail de propagande. Il fonda l'organe mensuel *La Jeunesse*, qui joua un rôle très important dans l'histoire de la culture et du mouvement social chinois. Au nom de la science et de la démocratie il engagea une lutte impitoyable contre les enseignements de Confucius, tradition vieille de 3.000 ans qui entravait le développement de la pensée révolutionnaire dans la jeunesse. *La Jeunesse* contribua également à la réforme de la langue chinoise et au remplacement dans la littérature de la vieille langue morte par la langue parlée — le *bach thoai* — ce qui eut le même im-

portance qu'en Europe, au XVIIe siècle, la substitution des langues nationales au latin.

Cette période (1916-1919), appelée « période de la révolution idéologique et littéraire », ouvrit la voie au développement du mouvement des masses, débutant avec la démonstration anti-japonaise des étudiants, le 4 Mai 1919. A ce moment, le camarade Tchen, alors doyen de la section littéraire de l'Université de Pékin, fut obligé de donner sa démission, car son activité littéraire soulevait une forte opposition dans les cercles conservateurs, de même qu'elle souleva le mouvement des masses et révolutionna l'esprit de la jeunesse. Il est caractéristique que même à cette époque, le Kuomintang, dirigé par Sun-Yat-Sen, considérait avec inquiétude la révolution idéologique et littéraire, puis la rejoignit à moitié et la suivit quand elle devint populaire. Le Kuomintang d'aujourd'hui fait tout le possible pour restaurer le confucianisme et réintroduire l'emploi de la langue morte dans l'écriture.

Au plus fort du mouvement anti-japonais des étudiants, Tchen écrivit une brochure dénonçant le gouvernement traître et, seul à le faire, distribua les exemplaires dans les rues de Pékin, afin d'orienter le mouvement contre l'ennemi intérieur. Il fut arrêté et emprisonné quelques mois. Libéré, il se rendit à Shanghai et y fonda le Parti Communiste Chinois, en 1920, avec quelques camarades dont la plupart devinrent par la suite des renégats et adhérents du Kuomintang. Il fut arrêté deux fois par les autorités de la concession française en 1921 et 1922. La seconde fois, il fut relâché uniquement parce que les autorités s'inclinèrent devant la pression de nombreuses organisations. En 1922, il assista au 4e Congrès de l'Internationale Communiste, comme délégué du P.C. Chinois. A son retour, il fit de grands progrès.

Lorsque déferla sur le vieux monde chinois la grande vague révolutionnaire de 1925-27, Tchen, venu

tard et par paliers au marxisme, ne s'était pas encore débarrassé de ses préjugés « démocratiques », de sorte que, orienté par Staline, Boukharine, Borodine, il conclut avec le Kuomintang un « bloc des quatre classes », un pacte de « Front Populaire », qui priva le P.C. chinois de son indépendance, et conduisit le prolétariat à l'écrasement.

Quelle profonde évolution Tchen aurait subie et comment il aurait contribué à écarter le destin tragique que subissent le prolétariat chinois et du monde entier, s'il y avait eu une direction juste de l'Internationale Communiste ! Son rôle dans la révolution de 1925-27 est connu. En Mai 1927, au 8e Plénum, il défendait encore la ligne de Boukharine. Mais quelques mois après, lorsque la défaite fut devenue trop évidente, Staline et Boukharine rejetèrent subitement toutes leurs responsabilités sur le camarade Tchen. Le 7 août 1927, Tchen fut écarté, sur l'ordre de Moscou, de tout travail responsable. Il refusa l'invitation à se rendre à Moscou, comprenant qu'il n'avait rien à apprendre des épigones. Ce n'est qu'en 1929 qu'il put connaître les écrits de Trotsky relatifs à la révolution chinoise, et qu'il se convainquit de la justesse du bolchévisme léniniste. C'est pour cela qu'il fut exclu du parti communiste en 1929. Il définit à ce moment sa position dans un grand document intitulé « Lettre aux membres du P.C. Chinois », analyse remarquable et critique sans pitié de la politique des années passées (publié par « La Lutte des Classes », en Décembre 1930). Tchen-Diou-Siou rejoignit alors l'opposition de gauche ; il fut le dirigeant d'un des groupes, puis de l'opposition unifiée. En 1932, il fut arrêté au cours d'une réunion clandestine, et le Kuomintang le condamna à 8 années de réclusion.

Au moment où Tchen est libéré, le mouvement ouvrier international doit veiller sur sa vie menacée par les sbires de Staline.

LES LIVRES

Why did they « confess » ?. — A study of the Radek-Piatkov trial. (Pioneer Publishers. New-York. 32 p. 10 c.).

Reproduction d'une étude publiée en France par le groupe « Que Faire », et qui conclut dans le même sens que nous.

Pour la vérité sur les procès de Moscou : 18 questions et 18 réponses. (Edité par le Comité pour l'Enquête sur le procès de Moscou. Paris. 16 p. 0 fr. 50).

Dans cette brochure populaire, qui a été largement répandue, les mensonges et provocations de la Guépéou sont mis à nu avec netteté. Les faits et arguments sont mis à nu avec netteté. Les faits et arguments Trotsky et dans les révélations de la Commission d'Enquête internationale.

The Case of Léon Trotsky. Report of hearings on the charges made against him in the Moscow trials, by the Preliminary Commission of Inquiry. (Harpers and brothers. New-York. 618 p. 2 doll.).

Ce volume est, désormais, le document fondamental indispensable à l'établissement de la vérité sur les procès de Moscou. Il nous est impossible de détailler les

questions abordées. Le texte consiste en un procès-verbal sténographique des débats de la sous-commission du Comité d'Enquête de New-York, qui s'est rendue au Mexique afin d'entendre directement Trotsky. John Dewey, Otto Ruehle, B. Stolberg, Suzanne Lafalette et C. Beals agissaient comme commissaires ; S. Finerty (qui fut l'avocat de Sacco et Vanzetti), comme avocat de la Commission, et A. Goldman comme avocat de Trotsky. L'interrogatoire et la discussion ne laissèrent dans l'ombre aucun des plus minces épisodes dans lesquelles Staline a voulu impliquer Trotsky. Toutes les provocations de la Guépéou sont minutieusement démontées et des documents et témoignages en nombre considérable examinés. L'examen revêt un intérêt particulier du fait que l'un des Commissaires, Beals, se révéla comme un adversaire conscient. Il se montra incapable de maintenir aucune des accusations.

L'importance des discussions vient aussi de leur contenu politique. Trotsky s'explique longuement sur son attitude et celle de la IVe Internationale vis-à-vis de la bureaucratie stalinienne, sur la guerre, sur le développement de l'URSS. Les débats se terminent par une magistrale réponse d'ensemble de Trotsky, qui n'occupe pas moins de 130 pages du volume. Nous devons nous efforcer de populariser ces matériaux d'une richesse incomparable.

LE GÉRANT : PIERRE NAVILLE

IMP. « GRAPHICA », 10, RUE JEAN-REBOUL, NIMES

PUBLICATIONS POPULAIRES

Service des livres du P. O. I.
15, Passage Dubail

OUVRAGES DE LÉON TROTSKY :

| | |
|---|------|
| <i>Cours Nouveau</i> (1923). | 3 » |
| <i>La Révolution permanente</i> (1928). | 24 » |
| <i>L'Internationale Communiste après Lénine</i> . (1928). | 24 » |
| <i>La Révolution défigurée</i> (1927). | 20 » |
| <i>Défense du Terrorisme</i> (1921). | 7 » |
| <i>Ma Vie</i> (Edit. abrégée). | 6 » |
| <i>Ma Vie</i> (3 volumes). | 60 » |
| <i>Vie de Lénine</i> (Tome 1er). | 24 » |
| <i>Où va la France?</i> (1936). | 7 50 |
| <i>Problèmes de la Révolution allemande</i> (1931). | |
| <i>Problèmes de la Guerre Civile</i> | 3 » |
| <i>Et Maintenant?</i> (1932). | 3 » |
| <i>La Seule Voie</i> | 2 » |
| SUR L'U. R. S. S. ET LES PROCÈS DE MOSCOU | |
| L. Trotsky. — <i>Histoire de la Révolution russe</i> 90 » (4 volumes). | |
| L. Trotsky. — <i>La nouvelle constitution soviétique</i> 1 » | |
| L. Trotsky. — <i>La Révolution Trahie</i> | |
| L. Trotsky. — <i>Le bureaucratie stal'nienne et l'assassinat de Kirov</i> | 3 » |
| L. Trotsky. — <i>Les crimes de Staline</i> | 20 » |

| | |
|---|------|
| L. Sedov. — <i>Livre Rouge sur le Procès de Moscou</i> 3 » | |
| F. Adler. — <i>Un procès en sorcellerie</i> | 3 » |
| F. Adler. — <i>Encore un procès en sorcellerie</i> . (par 10 ex. : 2 fr.). | 0 25 |
| Victor-Serge. — <i>De Lénine à Staline</i> | 10 » |
| Victor-Serge. — <i>Destin d'une Révolution</i> | 18 » |
| Victor-Serge. — <i>L'An I de la Révolution russe</i> | 25 » |
| Victor-Serge. — <i>Seize fusillés</i> | 2 » |
| André Gide. — <i>Retour de l'U. R. S. S.</i> | 7 50 |
| André Gide. — <i>Retouches à mon Retour</i> <i>de l'U. R. S. S.</i> | 9 » |
| Kléber Legay. — <i>Un mineur français chez les russes</i> 4 » | |
| <i>La Vérité sur les Procès de Moscou</i> : 18 questions, 18 réponses. | 1 » |

MOUVEMENT OUVRIER

| | |
|---|------|
| Marx et Engels. — <i>Manifeste Communiste</i> | 3 » |
| Lénine. — <i>Karl Marx et sa doctrine</i> | 2 50 |
| Lénine. — <i>L'Etat et la Révolution</i> | 4 50 |
| <i>Thèses Manifestes et Résolutions des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste</i> (1919-1922). | 20 » |
| A. Rosmer. — <i>Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre</i> | 40 » |
| <i>Qu'est-ce que l'opposition communiste de gauche?</i> (1932). | 2 » |
| <i>Que veut le P. O. I.?</i> | 1 » |
| <i>Féd. des techniciens</i> : Mémento du délégué d'Entreprises. | 2 » |
| <i>F. des techniciens</i> : Les nationalisations. | 1 » |
| Cl. Naville. — <i>André Gide et le Communisme</i> | 5 » |

A NOS LECTEURS

Avec ce numéro, « IV^{me} INTERNATIONALE » va reprendre sa parution régulière. Etant donné la hausse considérable des tarifs dans l'imprimerie, depuis quelques mois, nous sommes obligés de réduire le nombre de pages, et de nous priver d'une couverture attrayante. Grâce à ces sacrifices, nous maintenons le prix du numéro à 2 fr., et l'abonnement à 10 fr. pour 6 mois, et 20 fr. pour un an. Nos dispositions sont prises pour assurer une parution mensuelle régulière, quitte à diminuer le nombre de pages pour certains numéros.

Maintenant, à nos lecteurs de nous aider ! Nous leur demandons un soutien actif de trois manières :

- 1^o Par un abonnement personnel, à souscrire de suite ;
- 2^o En prenant un dépôt d'exemplaires qu'ils se chargent de vendre, et de nous régler après vente, chaque mois (3, 4 ou 5 ex.) ;
- 3^o En nous envoyant une souscription.

Camarades, une parution bien régulière dépend de vous ! Au travail pour une large diffusion de notre revue ! Faites vos versements, sans tarder, au c. c. p. Naville 1333-80 Paris.

QUATRIÈME INTERNATIONALE

Revue mensuelle

publiée par le Parti Ouvrier Internationaliste
(bolchevik-léniniste)

Section française de la IV^{me} Internationale

15, Passage Dubail, Paris-10^e

Prix de chaque exemplaire : 2 francs

ABONNEMENTS :

France : 1 an : 20 fr. ; 6 mois : 10 fr.
Etranger : 1 an : 30 fr. ; 6 mois : 15 fr.
Compte chèque postal : Naville 1333-80 Paris

SOMMAIRE DES PRÉCÉDENTS NUMÉROS :

NUMÉRO 1. — *Résolutions de la Conférence pour la IV^e Internationale* : Préface. — La nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la IV^e Internationale. — La IV^e Internationale et l'U.R.S.S. — Le Bureau de Londres et la IV^e Internationale. — Sur la Conférence contre la guerre du Bureau de Londres. — La Jeunesse et la IV^e Internationale. — L'évolution de l'I. C. de parti de la révolution mondiale en instrument de l'impérialisme. — Sur la situation du mouvement pour la IV^e Internationale aux États-Unis. — Aux travailleurs d'Espagne et du monde entier. — Pour une campagne mondiale. — Règlement. — Sur le cas R. M. — Aux peuples coloniaux. — Les États-Unis d'Amérique.

NUMÉRO 2. — Y a-t-il une reprise économique en France ? (MOULIN). — Le procès de Novossibirsk, préparation d'un procès plus important (S.). — Les avocats des assassins : MM. Brandler et Thalheimer au travail (NAVILLE). — La vie et la mort de Paul Lafargue (documents). — Bonapartisme bourgeois et bonapartisme soviétique (L. TROTSKY). — Qu'est-ce que l'objectivité historique ? (L. TROTSKY). — Sur la question juive (L. TROTSKY). — Documents du P. O. I. : Résolution sur le nouveau parti. — Charte politique. — Statuts.

NUMÉRO 3. — Les massacres de Clichy (P. NAVILLE). — Manifeste du P. O. I. — J'accuse ! (L. TROTSKY). — Réponse aux questions de Mme Titayna (L. TROTSKY). — Documents pour le contre-procès de Moscou : 1^o L'affaire du Bois de Boulogne ; 2^o Hrasche, « espion professionnel » (la vérité sur les témoignages de Hrasche). — Le stalinisme et le P. O. I. dans la révolution espagnole (W. HELD). — La dualité de pouvoir dans la révolution espagnole (MOULIN). — Après deux ans de « Que faire ? » (Premier Bilan) (J. ROUS). — La « Vie de Lénine », de Trotsky (DONAT). — Honte ! (L. TROTSKY). — Publications sur les procès de Moscou.